



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du

Mercredi 19 mai 2021

Le dix-neuf mai deux mille vingt et une à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 11 mai 2021, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. ID ELOUALI Ali, LAJILI Yamina, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BRULANT Marina, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. CHIRANE El Arbi, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. DESROCHES Damien, Mme JUHEL Françoise, M. GUILLAUME Didier, M. ESSONE MENGUE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme LORES Monique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. COELHO Vasco
Mme FADILI Hafida	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. OMRANE Alain	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
M. CHALBI Yacin	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. BOURVEN Julien	mandat à Mme SASU Hancès
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HACENE Habi
Mme OZCAN Canan	mandat à M. SAYADI Walid
M. GARROUT Karim	mandat à THIAM Moustapha
Mme MARTIN Mélisandre	mandat à M. HACENE Habi
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme COHEN Rachel	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme DESPRES Catherine	mandat à M. ESSONE MENGUE Terence
Mme LUC Nadine	mandat à DIDIER Guillaume
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika

Était absent :/

Secrétaire de séance : Madame Yamina LAJILI

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 mars 2021	4
→ Approbation de l'ordre du jour	4
TARIFICATION	4
→ Approbation de l'exonération pour l'année 2021 de la redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses ouvertes, fermées ou couvertes.....	4
→ Tarif des concessions dans le cimetière communal à compter du 1er juillet 2021	5
COMMANDE PUBLIQUE	5
→ Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28, avenue de la Folie à Choisy-le-Roi.....	5
→ Approbation du principe de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28, avenue de la Folie à Choisy-le-Roi.....	5
→ Modification du guide interne des marchés publics.....	7
BATIMENT	12
→ Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication (SIPPEREC)	12
VIE INTERNATIONALE	13
→ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de financement « FICOL » (facilité de financement des initiatives des collectivités françaises) entre l'Agence française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi CML 1424-01 U	13
→ Approbation de la convention financière de reversement entre la Fondation d'entreprises SADEV 94, la commune de Tringa Maréna et la commune de Choisy-le-Roi	13
→ Approbation de l'avenant n°1 à la convention opérationnelle entre la commune rurale de Tringa, la Fondation d'entreprises SADEV 94, l'Association Malienne de Solidarité et de Coopération Internationale pour le Développement « AMSCID », l'Association des migrants maliens « Association des originaires de Tringa Résidents en France », le cabinet d'architecture F8 et la commune de Choisy-le-Roi.....	13
→ Approbation de la convention de financement « FICOL » (facilité de financement des initiatives des collectivités françaises) entre l'Agence française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi CML 1501.....	17
MOBILITE DOUCE	17
→ Approbation de la convention à passer avec l'association Au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2021	17

URBANISME	21
→ Approbation de la convention de consolidation financière de l'EPA ORSA	21
→ Approbation de la convention d'Ingénierie Stratégique de Développement 2021-2023 de GRAND PARIS AMENAGEMENT EPA ORSA	22
→ Approbation des modalités de la concertation dans le cadre d'une modification n°6 du PLU.....	33
→ Approbation de l'adhésion de la commune d'Ablon-sur-Seine (94) au SAF 94 et de la modification des statuts du syndicat	35
ADMINISTRATION GENERALE.....	35
→ Adhésion de la commune de Loges-en-Josas (78) au SIGEIF	35
→ Approbation de la déclaration des droits de l'Arbre.....	36
→ Retrait de la Ville du syndicat mixte ouvert « le Forum métropolitain du Grand Paris »	41
→ Approbation des nouveaux statuts du Syndicat des Communes de Choisy-le-Roi, Orly et Thiais pour les établissements du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs	41
→ Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales	44
→ Vœu en soutien à la ville de Noisseau (94) contre le projet de prison	46

La séance est ouverte à 19 h 52 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir, chers collègues. Excusez-moi de ce commencement tardif. J'ai rencontré des professeurs de l'école Zola sur un sujet qui les concernait, donc j'ai accepté de discuter quelques instants avec eux. Nous nous reverrons très bientôt. Voilà pour l'explication de ce retard.

Alors, nous allons procéder au démarrage. Vous avez donc été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal pour aujourd'hui. Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, vous avez à désigner un secrétaire de séance.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Je vous propose Madame Yamina Lajili. Nous allons mettre en valeur la jeunesse.

(Mme Yamina LAJILI est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je passe de suite la parole à Monsieur Baranger, notre excellent directeur général des services, qui va procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Denis BARANGER procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 mars 2021

M. le Maire : Très bien, merci, Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 10 mars dernier avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Il n'y en a pas, donc il est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

Vous avez reçu également l'ordre du jour du Conseil dans la convocation. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Il n'y en a pas.

Le procès-verbal de la séance du 10 mars 2021 est adopté à l'unanimité

→ Approbation de l'ordre du jour

M. le Maire : Alors, vous trouverez sur table la délibération concernant l'approbation de la Déclaration des droits de l'arbre, qui a été légèrement modifiée en son article 2.

Nous allons entrer dans le vif du sujet, aborder notre ordre du jour. Alors, une information. Nous avons une modification, pour des raisons dont vous pouvez vous douter, notre prochain Conseil qui se tiendra le 30 juin 2021. Je le précise, parce qu'on peut être fatigués à cette heure-ci. Prochain Conseil le 30 juin.

TARIFICATION

→ Approbation de l'exonération pour l'année 2021 de la redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses ouvertes, fermées ou couvertes

M. le Maire : Alors, l'ordre du jour. Délibération n°1 : approbation de l'exonération pour l'année 2021 de la redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses ouvertes,

fermées ou couvertes concernant bien sûr nos commerçants, présentée par Monsieur Hacene HABI.

M. Habi : Bonjour, chers collègues. Très simple, donc afin d'aider nos commerçants, il est tout simplement proposé l'exonération des taxes pour les terrasses.

M. le Maire : Voilà, des terrasses, et nous sommes en train d'étudier également pour les enseignes et autres, si on peut les ajouter. Mais on va voir juridiquement si nous-mêmes, puisqu'il y a une corrélation avec le territoire que nous devons vérifier. Donc on va aussi essayer d'aller plus loin dans ce domaine pour pouvoir aider encore plus efficacement nos commerçants dont je salue la réouverture aujourd'hui. Il y a quand même eu du soleil. J'ai quand même vu des personnes en terrasse, et ça nous fait tous, je pense, bien plaisir.

Donc y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

→ **Tarif des concessions dans le cimetière communal à compter du 1er juillet 2021**

M. le Maire : Délibération n°2 : tarif des concessions dans le cimetière communal à compter du 1er juillet 2021, présentée par Monsieur Coelho Vasco.

M. Coelho : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues, direction générale et Choisyens. Voilà, c'est une décision du 24 juin de 2002 du Conseil municipal de revaloriser annuellement des concessions funéraires. Approbation de revalorisation prévue au 1er juillet 2021 de 2%, tarif arrondi à l'entier supérieur. Donc comme je viens de le dire, chaque année, au 1er juillet, l'ensemble des tarifs des concessions funéraires est revalorisé. Alors, ça concerne les concessions, les columbariums et les cavurnes. Il y a aussi une relance pour l'occupation du caveau provisoire. Voilà, donc il y a 2% pour cette nouvelle année. Je n'ai pas grand-chose en plus à rajouter.

M. le Maire : Voilà, c'est usuel, c'est une augmentation a minima que nous sommes obligés de faire chaque année pour ne pas nous retrouver dans 10 ou 15 ans, si nous ne le faisons pas, avec de forts déficits. Voilà.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 2 est adoptée à l'unanimité

COMMANDE PUBLIQUE

→ **Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28, avenue de la Folie à Choisy-le-Roi**

→ **Approbation du principe de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28, avenue de la Folie à Choisy-le-Roi**

M. le Maire : Délibération n°4, approbation du principe de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation... Excusez-moi, j'ai sauté le n°3. Pardonnez-moi. Alors, délibération n°3 : approbation de l'avenant n°2 de contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé situé 28, avenue de la Folie à Choisy-le-Roi. Le multi accueil Tony Lainé est une crèche, donc nous parlons de la crèche

Tony Lainé. C'est présenté par Madame Francisot qui revient bronzée de vacances en pleine forme. Elle pète le feu, elle veut revenir demain. Elle veut des conseils municipaux tous les soirs, elle m'a dit.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, bonsoir, chers Choisyens. Je me permettrai de présenter les deux délibérations en même temps, donc celle que vous nous avez annoncée et la suivante, puisqu'elles concernent ce même multi accueil Tony Lainé.

Donc depuis une délibération du 28 décembre 2016, la Ville a confié la gestion et l'exploitation du multi accueil Tony Lainé au délégataire Les Petits Chaperons rouges pour une durée de 5 ans. Aujourd'hui, nous avons deux délibérations concernant ce sujet, comme je le disais.

La première concerne l'approbation d'un avenant qui prolonge le contrat jusqu'au 1er mars 2022, ceci pour nous permettre de renouveler dans le respect des règles de mise en concurrence ce contrat, et le bon déroulement de ces opérations ayant, en fait, quelque peu été empêché par l'épidémie de Covid-19.

La seconde délibération concerne l'approbation du principe de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de ce multi accueil Tony Lainé. Au regard du bilan établi sur les 5 dernières années, le mode de gestion et d'exploitation de cet équipement semble satisfaisant. Donc nous souhaitons renouveler une délégation pour cet établissement. Pour mémoire, le multi accueil est un établissement pouvant accueillir 60 berceaux, soit 45 places municipales et 15 places interentreprises destinées prioritairement aux salariés et entreprises Choisyens et des communes limitrophes. Il accueille des enfants de 2 mois à 4 voire 5 ans, pour les enfants en situation de handicap notamment, du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

M. le Maire : Voilà, donc les choses sont claires. Bien sûr, après réflexion, nous avons pensé, puisque cette délégation de service public a donné toute satisfaction dans son fonctionnement, surtout les parents l'ont appréciée, et dans sa grande majorité sont contents du service rendu. Il n'y avait pas de raison de changer quelque chose qui donne satisfaction. Donc nous avons prorogé de quelques mois le contrat pour pouvoir mettre bien sûr en concurrence et faire un appel d'offres. Qu'on s'entende bien, on ne prolonge pas l'actuel délégataire, on prolonge la délégation de service public, mais il y aura un appel d'offres et une mise en concurrence.

Y a-t-il des observations sur ces deux délibérations, la 3 et la 4 ? Nous les voterons séparément, mais qui sont liées. Y a-t-il des observations ? Non.

Alors, je vous propose de voter la 3, c'est-à-dire la prolongation de contrat. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il une abstention ? Non, d'accord. Voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 3 est adoptée à l'unanimité.

Et donc l'approbation du principe continu avec une délégation de service public, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 4 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du guide interne des marchés publics

M. le Maire : La parole reste à Madame Francisot. C'est celle qui a le plus de force parmi nous actuellement, donc elle va nous parler de la modification du guide interne des marchés publics.

Mme Francisot : Alors, merci, Monsieur le Maire. Si vous le permettez, je vais reprendre une partie de la notice qui est très complète et succincte afin que les Choisyens qui nous suivent comprennent.

« L'article 182 de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020 permet aux acheteurs de conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalable pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors-taxes jusqu'au 31 décembre 2022. »

Donc, il est proposé de modifier le guide interne des marchés publics afin que la commune puisse d'une part appliquer ce dispositif, mais il est également proposé, afin de respecter les principes fondamentaux de la commande publique, c'est-à-dire la liberté d'accès à la commande publique, la liberté d'égalité de traitement des candidats et de la transparence des procédures, mais également de veiller à une bonne utilisation des deniers publics, la commune va procéder à des mises en concurrence sous forme de consultations simplifiées pour les travaux dont le montant est compris entre 40 000 et 100 000 euros hors-taxes. Voilà.

M. le Maire : Et donc, ça fait partie, bien sûr, du fameux plan de relance. Jusqu'à présent, jusqu'à 40 000 euros, il n'était pas nécessaire de faire d'appel d'offres et autres. Donc c'est étendu à des projets qui peuvent aller jusqu'à 100 000 euros, mais il nous a semblé bien que ce ne soit pas obligatoire. Nous avons souhaité quand même qu'à partir de 40 000 euros, nous continuions à procéder par appel d'offres dans un sens de transparence, de compétitivité dans l'intérêt de notre ville et des Choisyens.

Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Si, Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Oui, bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyennes, Choisyens.

Nous allons voter favorablement pour cette délibération, car l'esprit vient d'être expliqué, mais ce texte fait en sorte de faciliter la relance post-Covid, si on considère qu'il y a une relance post-Covid, et en tout cas permettre le recours à des PME en facilitant la procédure.

Comme vient de le signifier votre adjointe, la loi accélération et simplification de l'action publique permettent justement ce relèvement du seuil de dispense de procédure. Mais bien évidemment, je me permets de rappeler devant vous qu'il s'agit d'une dérogation temporaire. Le règlement doit donc bien préciser, et c'est le cas, que c'est uniquement pour une période bien déterminée allant jusqu'au 31 décembre 2022. Alors, bien évidemment, cet allègement des procédures formalisées n'enlève pas l'obligation générale de bonne utilisation des deniers publics par la collectivité, notamment dans le guide, il est précisé, je cite : *« Il est expressément rappelé que les acheteurs doivent veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics, à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre aux besoins. »* C'est le texte. Et d'ailleurs, ce texte de loi est repris dans le guide que nous avons à valider ce soir.

Donc il ne faudrait pas évidemment que l'allégement des procédures ne conduise à des commandes qui seraient toujours passées au même opérateur, et ceci sans comparer les offres. C'est pourquoi, Monsieur le Maire, pour être dans une démarche de transparence, vérifier qu'une comparaison entre différents prestataires est bien effectuée, nous vous demandons que le règlement puisse prévoir la réalisation d'un compte rendu des entreprises consultées, des offres pour chaque marché attribué. Il ne s'agit pas, évidemment, pour nous de freiner la procédure, car ce compte rendu pourrait être fait a posteriori de la démarche, et par exemple sous forme d'un tableau de synthèse qui pourrait être présenté durant les commissions de finances, avec pour chaque marché précisé les entreprises consultées, et celles choisies avec les montants d'offres. Et cette disposition pourrait d'ailleurs être mentionnée en tant que telle dans l'article rajouté, à savoir l'article 6. On pourrait même, je peux vous proposer une formulation de la phrase qui pourrait être rajoutée. On pourrait mettre : « *Durant les commissions finances, il sera présenté un document synthèse faisant état des marchés attribués, précisant les entreprises et le montant des offres.* » Il suffirait, si vous en étiez d'accord, de rajouter cette phrase.

M. le Maire : Cette phrase ne nous gênerait pas, mais je pense qu'elle n'est pas nécessaire puisque je viens bien de vous expliquer que contrairement à ce que nous permettrait la loi, nous continuerons à procéder par appel d'offres. Et je vais même plus loin, c'est que même pour 5000 euros et 10 000 euros, j'ai exigé qu'il y ait au minimum 3 devis pour les sommes qui ne sont pas impactées avant même cette nouvelle loi. Vous voyez, on va plus loin que ce que nous demande la loi, d'avoir au minimum 3 devis. Et vous avez dans l'opposition un ou deux conseillers qui participent à l'appel d'offres, donc il a les informations en direct. Donc je ne vais pas surcharger les services à faire une nomenclature, un tableau que vous pouvez vous-même faire à dessein, puisque vous êtes invités à l'appel d'offres. Donc demander à la personne, je ne sais plus qui parmi vous, de votre groupe, je crois que c'est Madame Benkhala qui est à l'appel d'offres, moi je demande à Madame Benkhala de faire un rapport précis, et d'ailleurs, il est tenu publiquement à disposition et il vous suffit de demander ce qui a été délibéré en appel d'offres. Vous aurez l'objet, l'entreprise retenue, le prix. Moi, je propose que Madame Benkhala se charge de ce travail et vous en fasse part, puisque c'est le principe qui était avant cette loi. Et avant cette loi, lorsqu'on fait des appels d'offres, ils sont rendus publics. Donc il n'y a aucun souci de transparence. Donc j'en discuterai avec la direction générale, mais je pense qu'on a beaucoup de travail en ce moment. Donc faire de l'administratif supplémentaire pour quelque chose qui est évident, qui sera sous vos yeux, voilà. Si ça pose un problème pour voter cette résolution, j'espère que non, mais les choses sont très claires.

M. Guillaume : Vous avez bien compris mon propos. Je vous ai dit que nous allons voter favorablement cette délibération. Ceci étant, je prends acte de votre décision apparemment à brûle-pourpoint de ne pas faire un compte rendu par tableau à la commission des finances. Je prends acte de cette réponse.

M. le Maire : Attendez. Si vous voulez qu'on explique à la commission des finances les marchés qui ont été passés, ça, c'est autre chose. On peut toujours le faire, ça, pas besoin d'être inscrit, ou ceci. C'est extrêmement simple. Les choses sont plus que claires et transparentes.

M. Guillaume : Donc si je comprends bien, et pour les Choisyennes et Choisyens qui nous entendent, on n'écrit pas cette phrase-là dans l'article 6, mais vous vous engagez à ce qu'il y ait un compte rendu qui soit fait à la commission des finances. C'est ce que vous êtes en train de me dire.

M. le Maire : Enfin, moi, je m'adresse aux Choisyennes et aux Choisyens. Tout le monde peut consulter les appels d'offres qui ont été passés. Tout le monde. Vous avez des

représentants en commission d'appel d'offres. Il est vrai qu'ils ne viennent jamais. Soyez présents, vous serez au courant de tout. Il faut que les Choisyennes et les Choisyens, voilà, s'il y a une réunion publique où on expose des faits, etc., que c'est public et que c'est connu, on ne va pas refaire une autre réunion pour expliquer ce qu'il s'est dit à la précédente réunion. Je vois que Madame Juhel demande la parole. À la limite, ce n'est pas méchant de l'écrire, ce n'est pas le fait de l'écrire ou pas, c'est que je vais demander l'avis des services de la direction générale.

M. Guillaume : Je crois que ce serait bien, Monsieur le Maire, en effet.

M. le Maire : Oui. Mais parce que je suis désolé, nous ne sommes pas encore sortis du Covid. Il y a beaucoup de travail, vous le savez. Pourquoi on va surcharger en administratif quelque chose qui est évident, et qui ne porte pas critique, qui ne porte même pas à soupçon, qui ne porte à rien du tout ? Vous êtes régulièrement invités à la commission d'appel d'offres. Vous y participez de droit, donc vous savez tout ce qu'il s'y passe. Donc vous êtes à la commission d'appel d'offres, vous savez quelle entreprise a été choisie, pour quel objet, pour quel montant, vous avez le rapport, les notes. Vous avez tout, et vous voulez qu'on rabâche, qu'on refasse la même chose pratiquement en commission des finances en vous disant : « Voilà, il y a telle entreprise qui a été retenue », alors que vous y avez participé. C'est ça qui me semble un peu...

M. Guillaume : Donc vous garantissez que tout sera passé en commission d'appel d'offres.

M. le Maire : Évidemment, c'est ce qu'on vient de dire. C'est ce qu'on veut. Bien sûr. La loi ne nous y oblige pas. Justement, pour éviter qu'il puisse y avoir ne serait-ce que quoi que ce soit qui puisse être mal interprété, nous nous imposons, alors que vous savez que la commission d'appel d'offres, c'est un processus qui est quand même un peu lourd, nous nous imposons, alors que la loi ne le demande pas, de continuer à faire des appels d'offres. C'est-à-dire que si cette nouvelle loi temporaire n'était pas arrivée, nous aurions fait des appels d'offres comme d'habitude. Ça fait 12 ans que je suis conseiller municipal, maintenant, je suis maire. Vous avez été maire. Jamais en commission des finances nous n'avons fait de comptes rendus des appels d'offres, puisque nous y participions. Ça ne nous est même jamais venu à l'idée de demander ça. J'assistais à la commission d'appel d'offres. Il y en avait d'autres. On savait ce qu'il s'est passé.

Je donne la parole à Madame Juhel.

M. Guillaume : Monsieur le Maire, les seuils ne sont pas les mêmes.

Mme Juhel : Monsieur le Maire, vous êtes en train de nous faire voter un texte comme quoi en dessous d'un certain montant, il n'y aura pas d'appel d'offres. Vous dites : « On fera quand même des devis comparatifs. » OK, mais ça ne sera pas des appels d'offres, donc ça ne passera pas en commission d'appel d'offres. On vous demande que ce qui ne passe pas en commission d'appel d'offres, on puisse avoir un compte rendu. Maintenant, vous dites : « On fera toujours des appels d'offres. » Alors, ce n'est pas la peine de nous faire voter ce texte, puisque ce texte a pour objet de ne pas faire d'appel d'offres en dessous d'un certain montant.

M. le Maire : Attendez, vous mélangez un peu tout.

Mme Juhel : Des devis comparatifs, ce ne sont pas des appels d'offres.

M. le Maire : Madame, lorsque vous étiez dans la majorité, parce que vous étiez dans la majorité, vous passiez des marchés en dessous de 40 000 euros sans appel d'offres. C'était la règle. Et c'est toujours la règle.

M. Guillaume : Non, puisque le seuil est augmenté à 100 000 euros, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Vous permettez ?

Il est passé de 40 000 à 60 000 euros...

Mme Juhel : À 100 000.

M. le Maire : Il a été augmenté de 40 000 à 60 000, donc ça, c'est une nouveauté provisoirement. Et donc c'est bien pour ça, estimant qu'au-dessus de 40 000 euros, nous préférons faire des appels d'offres alors que la loi ne le demande pas. On reste exactement dans les mêmes principes qu'avant. C'est-à-dire qu'avant, jusqu'à 40 000 euros, et vous-même vous l'avez fait lorsque vous étiez dans la majorité, je ne vous en ai jamais fait le reproche, et la loi, on ne va pas faire des appels d'offres constamment pour 5000 euros ou 10 000 euros, toutes les villes agissent comme ça. Vous-même, vous avez agi comme ça. Donc, nous, on demande des devis pour que ce soit le mieux-disant, et pour qu'on analyse quand même le fournisseur. Et cette loi, maintenant, nous permet de le faire jusqu'à 100 000 euros. Donc on vous dit que non, nous, on reste sur ce qu'il se faisait avant, c'est-à-dire que jusqu'à 40 000 euros, on procède de la même façon que toutes les villes procèdent, et que vous-même procédiez avant lorsque vous étiez aux commandes de cette Ville. Et que pour apporter encore plus d'éléments de transparence, au-delà de 40 000 euros, je fais des appels d'offres. Je ne vois vraiment pas où est le problème.

M. Guillaume : Je pense qu'il faudrait que votre directeur général précise les choses, Monsieur le Maire. Très sérieusement.

M. le Maire : Je veux bien que Monsieur... Monsieur Baranger, vous avez la parole. Voilà. Si vous voulez réécrire des choses qui sont déjà écrites, moi, je n'y vois pas d'inconvénient. Je vous laisse la main. Je sais le travail que vous avez à faire, vous et tous nos services. Si vous me dites que vous acceptez de faire ça, on le fait. C'est parfaitement...

M. Baranger : Juste préciser, en fait, la procédure qu'on a mise en place. Je rappelle que la loi ASAP permet aux collectivités de consulter les entreprises, donc sur les devis de travaux jusqu'à 100 000 euros, sans procédure particulière, comme celle qui existe aujourd'hui en dessous de 40 000 euros. On s'est imposé une procédure un peu spéciale, c'est-à-dire qu'il y a obligatoirement, on publie sur le site toutes les consultations qui vont de 40 à 100 000 euros avec un mini cahier des charges, des pièces écrites à télécharger, et on procède à une analyse des offres. Donc il y a une analyse qui est faite sur des critères qui sont vus par le service marché, c'est-à-dire que les services font leur travail d'analyse technique, mais c'est le service marché qui est au centre de cette procédure. Il y a un rapport d'analyse qui est produit, on a un certain nombre de critères analysés. En fait, la procédure simplifiée permet juste de réduire le temps de réponse des entreprises par rapport à ce qui existe quand on a des publications classiques, et voilà, le temps d'analyse est à peu près le même. On a laissé, je crois, une semaine. Il y a un rapport officiel écrit qui est produit, qu'on peut, alors ça, c'est au maire de décider en Conseil municipal, qu'on peut bien évidemment produire lors des commissions des finances, puisqu'il existe.

M. Guillaume : Je vous remercie de votre réponse, et elle me satisfait tout à fait.

M. le Maire : Il a explicité exactement ce que je vous ai explicité, voilà, c'est-à-dire qu'en acceptant de faire des appels d'offres, on fait comme si cette loi n'avait pas existé, c'est-à-dire qu'on reste dans le système qui était pratiqué. Mais si, je vois bien où vous voulez en venir. Vous essayez de faire votre petit... Je suis désolé, moi, j'ai un souci, par rapport, toujours, je vous le répéterai toujours, j'ai un souci par rapport à la situation que vous nous avez laissée, le travail que nous avons à faire pour réorganiser notre municipalité. Je n'ai pas

envie d'alourdir les tâches administratives par des souhaits inutiles qui n'apportent rien. J'invite chaque Choisyennes, chaque Choisyens à consulter les appels d'offres, ils sont publics, tout ce qui est fait est affiché. Voilà. Maintenant...

M. Guillaume : Ne parlez pas d'appel d'offres, c'est une procédure simplifiée. Votre directeur général l'a très bien expliqué, ne remettez pas de la confusion à la simplicité, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Procédure simplifiée qui était jusqu'à 40 000, et qui est passée jusqu'à 100 000. Voilà. Eh bien oui ! Eh bien, on ne fait pas de procédure simplifiée. On vous a dit qu'on allait faire des appels d'offres. Mais si... On va les faire. Bon. Moi, je trouve que c'est... Votre remarque, je ne sais pas ce que vous cherchez. Non, il n'y a rien de pertinent. Vous essayez de nous enfermer. Imaginez qu'un jour, on arrive, je vous vois bien venir, on arrive à la commission finances, où là aussi, vous n'êtes pas souvent présent, et qu'on oublie...

M. Guillaume : Alors ça, Monsieur le Maire, je n'en ai loupé aucune depuis le début de mandat. Vous ne pouvez pas dire une chose pareille.

M. le Maire : Vous rigolez ? Je vous ai vu à une commission finances. Attendez, ils sont là. Une. Bon. Ceci dit, écoutez. On ne va pas en faire tout un fromage de cette situation. S'il faut inscrire une phrase, quoi que ce soit, et que ça puisse vous faire plaisir et panser vos blessures, on va écrire cette phrase si vous le voulez. On ne va pas s'étendre là-dessus. Cette phrase n'a aucune signification, ni légale, ni de compréhension, ni de rien du tout. C'est absurde. Maintenant, il est possible qu'un jour on vienne en commission des finances, on aura peut-être oublié le tableau. Qu'est-ce que vous allez nous dire ? Qu'on veut cacher des choses ? C'est ça que vous nous direz ?

M. Guillaume : Ce qui est intéressant, tout ce que vous venez de dire sera inscrit dans le PV du Conseil.

M. le Maire : Tout à fait.

M. Guillaume : Ça, ça m'intéresse beaucoup.

M. le Maire : Eh bien, tout à fait. Voilà. Tout à fait. J'ai bien compris, vous voulez jouer sur « procédures simplifiées », etc. Moi, je vous dis que ce que vous demandez ne sert à rien. Voilà. Ce que vous demandez ne sert à rien puisque...

M. Guillaume : On prend acte, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Bon. Ça ne vous impactera pas trop, d'écrire une phrase et de faire le petit tableau ? Oui, je sais qu'il est déjà... Voilà. On va écrire votre petite phrase qui ne sert à rien, mais comme on est bien disposé et qu'on est là pour faire plaisir aux Choisyennes et aux Choisyens, vous êtes un Choisyen, on adore faire plaisir, on va vous faire plaisir.

M. Guillaume : Je vous redis qu'elle ne sert pas à rien, Monsieur le Maire. Et nous en reparlerons.

M. le Maire : Eh bien moi, je vous dis qu'elle ne sert à rien, parce que vous avez tous les documents que vous voulez, et même des documents qui ne seraient pas obligatoirement présentables, je dis ici, je déclare que tout document dont vous auriez besoin, dont vous désirez, que ce soit un marché, une facture, quoi que ce soit, je me propose qu'on vous donne tout document qui vous sera nécessaire pour comprendre un marché ou quoi que ce soit. Voilà. Vous faites une demande écrite, tel marché, tel projet, quoi que ce soit, vous demandez, on vous donne tous les documents nécessaires. Voilà. On vous donne tous les

documents que vous demandez, et je m'engage ici devant les Choisyennes et les Choisyens, tous les documents dont vous aurez besoin pour comprendre un marché qui serait passé avec l'entreprise qui serait choisie, tout document nécessaire, contrairement à ce que vous n'avez jamais fait lorsque j'étais dans l'opposition, je le ferai. Voilà. Je vous mettrai à disposition tous les documents dont votre groupe a besoin. Et même aux Choisyennes et aux Choisyens, ils peuvent nous intéresser, nous sommes dans la transparence complète. Il n'y a pas de problème là-dessus.

Alors c'était quoi, la phrase ? Vous l'avez écrite, Monsieur Baranger, la phrase ?

M. Baranger : Oui, je l'ai écrite et on l'a enregistrée.

M. le Maire : La phrase est écrite, enregistrée. Voilà. Mais je vous remercie de nous donner ce bonheur de vous faire plaisir.

M. Guillaume : Ne prenez pas les choses comme ça à la légère, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Si, parce que vous êtes tellement... Je lis tellement entre les lignes les pièges où vous voulez nous emmener, mais bon, voilà... Mais ça nous fait réellement plaisir. Ça se passe bien, c'est bien. On vote tout ensemble et c'est très bien. Ça doit se passer comme ça.

Donc du coup, ça, c'était la modification du guide interne des marchés publics. Très bien. Alors, il faut quand même le voter.

Y a-t-il d'autres remarques ou on vote ? On peut voter, d'accord. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. Voilà, c'est voté à l'unanimité, avec la phrase. Je vous en remercie.

La modification du guide interne des marchés publics est adoptée à l'unanimité.

BATIMENT

→ Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication (SIPPEREC)

M. le Maire : Alors, on passe au bâtiment. Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication, le SIPPEREC. La parole est à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Monsieur le Maire, comme je vous ai prévenu avant le Conseil, donc ce sera ma collègue suppléante au SIPPEREC, Marina Brulant, qui le fera.

M. le Maire : Effectivement, c'est Madame Marina Brulant qui le présente.

Mme Brulant : Bonsoir à tous, je reprends les notes de Monsieur Coelho au pied levé, vous m'excuserez si je fais quelques petites fautes.

Donc les enjeux et objectifs de la délibération du SIPPEREC étaient :

- la présentation du rapport d'activité, les partenaires des collectivités territoriales de la France pour la gestion des projets énergétiques et numériques ; donc il y a eu la réélection de Monsieur Jacques Martin, président du SIPPEREC et maire adjoint de Nogent-sur-Marne, et des 13 vice-présidents, 8 membres du bureau, 116 adhérents dont 84 à la compétence électricité, 80 à la compétence énergies renouvelables, 91 à la compétence numérique ; l'opérateur de référence au service de ses communes adhérentes pour la conduite des transitions énergétiques et numériques.

Le SIPPEREC est la première concession électricité de France. Le régime de concession place la distribution d'électricité sous la responsabilité des collectivités locales, regroupées en syndicat pour la gérer. Le SIPPEREC y incarne l'intérêt général en représentant ses adhérents avec la sensibilisation et la rénovation des colonnes montantes, soutenir l'activité économique du territoire francilien. Le SIPPEREC mobilise ses capacités financières durant la crise sanitaire, l'enveloppe financière annuelle des subventions au titre de la transition énergétique dont peuvent bénéficier les collectivités adhérentes.

Le SIPPEREC est le premier producteur public local d'énergies renouvelables en Île-de-France : l'étude d'opportunité, le financement et la réalisation, un nouveau réseau de recharge pour véhicules électriques, l'hydrogène, une filière en Île-de-France, encourager la filière en favorisant la production locale d'hydrogène sur le territoire d'Île-de-France.

Le SIPPEREC est le premier secteur numérique régional public avec l'accélération du déploiement du très haut débit, sécuriser et pérenniser les réseaux numériques, qui est un enjeu d'avenir.

Pour accompagner au mieux les acteurs publics dans leurs besoins en faveur des transitions énergétiques et numériques, le SIPPEREC propose un service d'achat mutualisé avec un large catalogue de marchés et de services par 8 bouquets des services à la carte. Il est flexible, large et évolutif pour s'adapter à tous besoins des collectivités : des solutions en prise directe avec les enjeux énergétiques et numériques, un diagnostic partagé pour imaginer le territoire d'avenir, un fort intérêt des collectivités pour l'amélioration de la performance énergétique de leur patrimoine bâti, une prise de conscience citoyenne sur les mobilités propres, la nécessité d'accompagner les collectivités dans leur usage et développement numérique. C'est construire ensemble des politiques publiques efficaces pour demain. Merci.

M. le Maire : Y a-t-il des remarques sur ce rapport ? Non.

Donc l'approbation, en fait, c'est porter à connaissance, où il faut le voter ? C'est prendre acte. D'accord, très bien, nous prenons acte à l'unanimité.

Le rapport d'activité 2019 du SIPPEREC est adopté à l'unanimité.

VIE INTERNATIONALE

→ **Approbation de l'avenant n°3 à la convention de financement « FICOL » (facilité de financement des initiatives des collectivités françaises) entre l'Agence française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi CML 1424-01 U**

→ **Approbation de la convention financière de reversement entre la Fondation d'entreprises SADEV 94, la commune de Tringa Maréna et la commune de Choisy-le-Roi**

→ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention opérationnelle entre la commune rurale de Tringa, la Fondation d'entreprises SADEV 94, l'Association Maliennne de Solidarité et de Coopération Internationale pour le Développement « AMSCID », l'Association des migrants maliens « Association des originaires de Tringa Résidents en France », le cabinet d'architecture F8 et la commune de Choisy-le-Roi**

M. le Maire : Alors, le point n°7, approbation de l'avenant n°3 de la convention de financement FICOL, donc facilité de financement des initiatives des collectivités françaises, entre l'Agence française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi. C'est présenté par Monsieur Damien Desroches.

M. Desroches : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, bonsoir aux Choisyens et aux Choisyennes.

Je vais donc, si vous le permettez, présenter en fait les 4 points de délibération à la suite, de façon à gagner en fluidité. Alors, vous savez qu'on est dans un projet de coopération décentralisée qui s'appelle « Un marché pour Tringa », pour le montage d'un marché au Mali.

Donc il faut savoir qu'il y a eu un premier « FICOL », dont Monsieur le Maire a donné l'intitulé, qui a été voté en Conseil municipal du 16 janvier 2019 à hauteur de 471 373 euros. Et là, cette première délibération consiste à signer un nouvel avenant à approuver pour un montant supplémentaire donc de 284 758 euros.

La seconde délibération consiste à accepter le fait que la Ville de Choisy-le-Roi reverse à la SADEV 94 les 284 558 euros en deux versements, pour faire, on va dire, le transfert d'argent entre l'AFD et la SADEV.

Ensuite, la 3e délibération va définir... On doit voter un autre avenant donc qui définit les modalités de partenariat, donc qui sont à la suite de ce « FICOL II », et enfin, donc la dernière délibération qui consiste à voter donc cette convention de financement « FICOL II ».

Voilà, je vous remercie et vous souhaite à tous une bonne soirée.

M. le Maire : Je vais donner la parole... En fait, Monsieur Damien Desroches a évoqué les délibérations 7,8, 9, mais qui sont liées, les trois. Donc, y a-t-il des observations sur ces délibérations ? Madame Juhel.

Mme Juhel : Une première observation, ce n'est pas la SADEV, c'est une fondation qui dépend de la SADEV. Nous nous réjouissons évidemment de la poursuite de cette opération. Monsieur le Maire, il y a une époque où vous n'étiez pas très favorable, vous vous souvenez, à l'action internationale de notre commune. Moi, je pense vraiment que cette opération est tout à fait exemplaire. Avec un financement de la Ville de Choisy faible, on a réussi à mobiliser des fonds très importants pour aider le Mali. Je pense que la population d'origine malienne de notre ville, et elle est nombreuse, et très certainement sensible à cette action. Ce qui prouve qu'on peut avoir une action internationale, et en même temps, être au service des Choisyens. On en a toujours été convaincu, et on est ravi que vous poursuiviez cette action. Je vous remercie.

M. le Maire : Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci beaucoup. Puisqu'on est aux commentaires, moi je me réjouis également que cette délibération, cette action se poursuive. Pour autant, je tiens absolument à préciser qu'à ce jour, nous n'avons toujours pas de données bilanciellées de ce qui a été fait, si ce n'est de dire qu'on a aidé les Maliens, on a fait pour le Mali. Voilà. C'est important quand même que l'on puisse aussi rappeler les retombées, l'impact réel en termes factuels d'action, avec des données à la fois chiffrées, mais aussi qualitatives pour que l'aide à l'international soit aussi une aide efficiente, et que les Choisyens puissent également dire : « Notre contribution, eh bien elle a participé à ceci ou à cela » de manière très factuelle et très avérée. Voilà, merci.

M. le Maire : Oui, je rappellerai aussi, pour dissocier un peu ce que dit Madame Juhel, ma position sur l'international, je la répète, je ne la changerai pas. Une commune, article 1 du CGCT, s'occupe des affaires de la commune. Et c'est ce que nous ferons, c'est ce que nous disons à tous avec le même respect pour toutes les communautés qui vivent sur le sol de Choisy, et avec les mêmes aides que nous pouvons leur apporter sur Choisy. Pour autant,

nous votons toute aide internationale nécessaire à un pays, un peuple qui a subi des catastrophes, bien sûr, il s'agit là de solidarité, mais on ne fermera jamais les yeux sur la solidarité. En ce qui concerne, sur ce marché qui a été voté à l'unanimité, et que j'ai voté, et que c'était donc quelque chose de très précis et qui allait apporter une aide directe à un village, il faut quand même reconnaître qu'une certaine somme nous avait été annoncée, que cette somme augmente, triple et augmente chaque année, sans qu'on sache réellement pourquoi. Et de l'avis même du représentant malien avec qui je m'étais exprimé lors de ma prise de fonction, ses mots ont été : « Monsieur le Maire, vous savez, même moi j'ai du mal à comprendre, dans notre pays », c'est ce qu'il a dit, « entre la corruption », il a employé ce mot, c'était au Royal, « les difficultés administratives ». Parce qu'un an après, rien n'était démarré. Et à ce jour, Monsieur Desroches peut peut-être nous éclairer, je ne sais pas réellement quelles informations nous avons, nous mettons à cœur de mener à terme ce projet, mais à minima, il faut reconnaître qu'il est bien compliqué, que nous ne savons pas ce qu'ils font réellement de toutes ces sommes, à moins que Monsieur Desroches le démente, il a peut-être des informations nouvelles, et où ils en sont réellement. Et je pense que ce soit pour les Choisyens, nos amis maliens, etc., ce serait bien de savoir un jour si on pourrait voir la réalisation, et où on en est sur ce dossier. Peut-être qu'il a d'ailleurs bien avancé. Est-ce que Monsieur Desroches, vous avez des informations fraîches là-dessus ?

M. Desroches : Pour ce que j'en sais (et les délibérations qu'on voit ce soir, en fait, vont permettre de débloquent une situation, effectivement) alors : il y a eu la pose de la première pierre, donc c'était il y a un an ou deux... Deux ans, voilà, c'est ça. Effectivement, après, ça a stagné. Et là, nous faisons preuve effectivement de bonne volonté en mettant en place ce « FICOL ». Normalement, dans un an et demi, deux ans, en fonction des retards pris soit à cause du Covid, soit à cause des événements politiques malheureux qui sont intervenus là-bas au Mali, qui ont retardé effectivement ce marché, la construction de ce marché, effectivement, on va accuser un retard de 6 mois, un an, là-dessus. Ça va être pour 2022, 2023. On espère qu'effectivement, le plus dur est derrière nous, et que cette fois-ci, les choses ont bien avancé. Et d'ailleurs, les intervenants qui sont sur place, et avec qui on travaille, nous envoient des nouvelles régulièrement, des photos, pour l'avancement de ces travaux. Ça avance, malheureusement pas assez vite pour nous, mais ça avance.

M. le Maire : Très bien. En tous les cas, nous honorons la parole Choisyenne. Nous tenons nos engagements vis-à-vis de nos amis maliens, on va continuer à accompagner, en espérant bien sûr que ça arrive à terme et qu'on puisse voir, d'après les maquettes que nous avons présentées, ce beau marché érigé, et qu'il puisse bénéficier aux villages, bien sûr. Donc nous allons continuer, c'est un peu compliqué, mais nous allons continuer.

Y a-t-il d'autres observations ou on peut voter ? Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Juste après le vote, je souhaiterais reprendre la parole sur une question internationale.

M. le Maire : Après le vote, vous voulez reprendre la parole sur les questions internationales ?

M. Guillaume : Juste sur un seul sujet rapide.

M. le Maire : Oui, si vous voulez, ou si vous voulez, vous pouvez le faire maintenant, et puis on vote. C'est plus simple, vous avez la parole. Dites-nous.

M. Guillaume : C'était juste que je souhaitais, à l'issue de cette délégation, cette délibération sur la solidarité internationale, j'en ai parlé à Monsieur Desroches, que nous ayons une petite pensée pour le général Jovan Divjak, qui est décédé en avril dernier à Sarajevo. Pour ceux

qui ne connaissaient pas Jovan, c'était un ami de Choisy-le-Roi, un homme d'une grande humanité et d'une grande simplicité. Peut-être pour préciser qui il était, il a été de 1984 à 1989 le chef du commandement de la défense de Mostar, et pendant la guerre des Balkans, en 1992, il a été le général sauveur de Sarajevo contre un siège très conséquent et une attaque de grande envergure sur la ville.

Il se considérait comme véritable Bosnien, et il était président d'une des associations avec qui la commune travaille en lien avec les habitants de Bosnie-Herzégovine, qui s'appelait « L'éducation construit la Bosnie-Herzégovine ». Une association qui venait en aide aux enfants et aux familles victimes de la guerre, en accordant des bourses, notamment des bourses d'études et d'accompagnement éducatif. Il a été nommé en 2006 ambassadeur universel de la paix à Genève, et en 2009, décoré de l'ordre Lafayette. C'est une décoration qui honore ceux qui combattent pour la liberté, la démocratie et la laïcité. Peut-être que certains ont déjà, sans le savoir, lu un de ses livres. Il s'appelait, ce livre « Sarajevo, mon amour », ou un autre livre « Guerre en Croatie et en Bosnie ». Un livre que je ne vous conseille pas, parce qu'à la page 70, on s'y perd, de savoir qui est avec qui, qui se bat contre qui, tellement cette guerre était complexe.

En tout cas, la Bosnie-Herzégovine, Sarajevo et Choisy, je pense, ont perdu en sa personne un combattant, certes, il était général d'armée, mais aussi un infatigable ambassadeur de la culture de la paix. Merci de votre écoute.

M. le Maire : Très bien. Nous lui rendons hommage, bien sûr. Je crois que nous l'avons fait dans Choisy Infos. Il y a eu un article dans Choisy Infos là-dessus, il y a même eu Monsieur Ziegelmeyer qui s'est prononcé là-dessus. Tout à fait. Donc nous l'avons fait, mais si vous voulez le rappeler, il n'y a jamais trop d'hommages pour des personnes de cette envergure. Voilà. Mais nous avons fait ça dans Choisy Infos, mais on peut bien sûr le rappeler. Très bien.

On peut donc... Nous étions aux délibérations 7, 8 et 9 qui concernent donc le marché de Tringa. Nous allons les voter une par une.

Pour la délibération n°7 : l'approbation de l'avenant n°3. Y a-t-il des votes contre ? Non. Pardon ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Pour la délibération n°8 : approbation de la convention financière de reversement entre la Fondation SADEV, etc., pour toujours le marché de Tringa. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Le point 9, donc toujours concernant le marché Tringa, ça a été expliqué tout à l'heure. C'est la convention opérationnelle entre la commune rurale de Tringa, la Fondation d'entreprise SADEV 94 et l'Association malienne de solidarité et de coopération internationale. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 9 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Oui, j'y viens. C'est un peu autre chose, c'est le « FICOL ». Donc il y a Monsieur Desroches qui va quand même nous le présenter. Ce n'est pas lié, là. C'est une chose différente. Bien sûr, il y a la 10. On y vient.

→ Approbation de la convention de financement « FICOL » (facilité de financement des initiatives des collectivités françaises) entre l'Agence française de Développement et la commune de Choisy-le-Roi CML 1501

M. le Maire : La parole reste Monsieur Damien Desroches, qui nous présente donc la délibération n°10, qui concerne le « FICOL » d'une manière générale.

M. Desroches : Oui, merci, Monsieur le Maire. Je l'avais évoqué très brièvement tout à l'heure, en fait... Ce « FICOL II », c'est un financement supplémentaire. Il y avait eu un premier versement qui avait été fait donc de 377 098 euros, qui avait été reversé à la Fondation SADEV 94 en mars 2021. Et donc effectivement, là, on doit voter le 2e versement complémentaire pour ce « FICOL II ». Voilà, il n'y a rien de plus à rajouter.

M. le Maire : Ça concerne aussi des facilités de fonctionnement entre l'Agence française développement et la commune de Choisy-le-Roi. Il y a aussi ça. C'est pour ça que je l'ai fait voter à part.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 10 est adoptée à l'unanimité.

MOBILITE DOUCE

→ Approbation de la convention à passer avec l'association Au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2021

M. le Maire : alors, approbation de la convention, c'est le point 11, à passer avec l'association au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2021. Donc la parole est à Monsieur Bolle.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, chers Choisyens Choisyennes qui nous écoutez. Effectivement, je suis content de vous reparler du passeur de rives. Il a connu une mauvaise année en 2020 liée au contexte du Covid, avec une durée réduite, malheureusement, une capacité réduite, pour le coup, ce qui lui a valu comme conséquence de voir quelque 3300 passagers qui ont pu traverser la Seine grâce à ce bateau et cette collaboration entre la Ville et l'association Au fil de l'eau. Pour le coup, il s'est agi cette année d'essayer de le redynamiser, et de vouloir lui redonner une plus grande envergure. Donc un énorme travail a été effectué avec les différents services et l'association rencontrée depuis plusieurs mois maintenant sur une amélioration de la signalétique qui était assez âgée, et pour le coup très visible, et qui manque de connaissance de la part des Choisyens. Il y a aussi un gros travail de communication sur les différents supports communicatifs de la Ville qui va être porté cette année. L'objectif étant de retrouver une amplitude de fonctionnement qui était celle des années précédentes, à savoir jusqu'en 2019, pour retrouver une envie des Choisyens d'emprunter ce bateau et de pouvoir enfin traverser cette Seine.

Je rappelle que c'est quand même un élément important de la mobilité sur notre ville, et le passage de la Seine reste un endroit délicat. On n'a aujourd'hui qu'un seul pont, effectivement, ça correspond à un vrai service qu'on souhaite développer.

Et pour le coup, je rappellerai, contrairement à ce que certains veulent laisser penser, c'est quand même la Ville qui finance en majorité ce passeur de rives aujourd'hui à hauteur de 9000 euros, et le département qui suit avec 7000 euros. Et donc là, pour le coup, on continue ce financement, on prévoit pour les années prochaines une augmentation. On a

déjà essayé cette année, avec mon collègue Matthias Fondeneige que je remercie d'avoir participé à ces échanges, de développer davantage de passages, notamment sur des matinées. Aujourd'hui, le passeur de rives n'existe que sur des après-midi, à savoir le mercredi, le samedi et le dimanche. Ça n'a pas été possible, pour des contraintes sanitaires, encore cette année, parce qu'on avait des incertitudes sur la faisabilité et sur la périodicité de ce passeur de rives, mais pour le coup, on travaille pour les années prochaines.

Donc voilà, aujourd'hui, en 2021, on vous propose de renouveler cette convention et de revenir avec une fréquence d'utilisation toutes les 10 minutes, 3 fois par semaine en après-midi, et sur une période allant de mai à septembre. Pour rappel, l'année dernière, on était uniquement en juillet, donc on revient à une situation un peu plus normale, et évidemment, on vous demande de voter rapidement. Merci.

M. le Maire : Très bien. Des observations sur cette délibération ? Non. Bien. Ah... Je n'ai pas vu qui. Ah, Monsieur Hutin, excusez-moi. Monsieur Hutin, vous avez la parole.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Bien évidemment, on est d'accord, on est tout à fait favorable à la reconduction de cette convention qui a été initiée en 2006. Vous avez effectivement raison de souligner, sur la notice explicative, que les résultats sont positifs tant sur les déplacements doux, les insertions professionnelles et sur l'ancrage local très important du service rendu gratuitement au Choisyens.

J'avais juste une petite question, une petite remarque. La première question, c'est est-ce que lors de vos concertations avec l'association, vous avez abordé les sujets de la mobilité réduite ? Parce que moi-même, j'utilise le passeur de rives. Et parfois, il peut être compliqué soit avec des vélos, des sièges roulants ou des poussettes de pouvoir y accéder.

Et la 2e chose, je me suis aperçu effectivement que vous avez déjà communiqué avant l'approbation lors de ce Conseil municipal. Donc je voulais savoir si c'était normal ou pas. Merci beaucoup.

M. Bolle-Dalliah : Donc, effectivement, sur votre première question, si vous permettez, Monsieur le Maire, de répondre, oui, la chose a été abordée. Il se trouve que pour des questions de contraintes d'emploi du temps, on a une visite sur site avec les services et les représentants de l'association dans les jours qui arrivent. L'objectif est effectivement de visualiser ces manquements d'accès PMR, notamment au niveau de la médiathèque Aragon, c'est là où ça nous a été signalé. Je rappellerai juste qu'apparemment, des associations de la ville, sur ces questions-là, l'avaient signalé régulièrement sous l'ancienne mandature. Sauf que pour le coup, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu d'évolution de ce point de vue là. Effectivement, ça fait partie des points à aborder en priorité dans les prochains jours, évidemment, ne serait-ce que pour trouver une solution provisoire sur cette année et arriver sur quelque chose de « pérenne » dans les années futures. Évidemment, l'accès PMR de ce bateau-là est un problème auquel on pense.

Et sur la 2e question, effectivement, on a pris de l'avance parce qu'on présumait bien, et vous le démontrez, qu'on a un accord collectif là-dessus. C'est de l'intérêt général, c'est l'intérêt des Choisyens. Comme vous l'avez dit, c'est plus de 90 % des usagers qui sont Choisyens. Je pense qu'on ne prenait qu'un petit risque en se disant que vous nous soutiendriez là-dessus.

M. le Maire : Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je saisis que la question de la communication soit évoquée, quand même, pour qu'on se félicite de l'effort de communication et de visibilité qu'on porte à ce dispositif qui en avait grandement besoin.

Donc les gens ont pu voir, en tout cas moi je l'ai constaté dans mon quartier, le quartier du port, qu'il y a déjà une signalétique très visible, je dirais, à l'invitation très invitante, si je peux me permettre ce pléonasme, enfin, bref, cette expression, pour dire que tout simplement, que ce dispositif méritait, et mérite toujours, une grande attention. C'est ce qu'on essaye d'y porter, voilà, pour toutes les vertus que mon collègue, Monsieur BOLLE, a mentionnées. Bien sûr, un transport écologique, bien sûr, c'est un transport qui ajoute de la qualité de service aux services que nous avons.

Et je rajoute, et c'est très important, c'est bien sûr une structure de l'ESS, économie sociale et solidaire, qui donc est destinée à apporter une réponse à des besoins qui ne sont pas pourvus, qui ne sont pas assurés par la Ville. C'est en cela que c'est important, et on se félicite, on invite tous les gens qui nous regardent aujourd'hui à rêvasser ou à rêver en prenant la Seine via le passeur de rives. Voilà, merci.

M. le Maire : D'ailleurs, je vous invite... Pardon, il y avait une demande. Monsieur Didier Guillaume, allez-y.

M. Guillaume : Oui, c'est l'intervention de Monsieur Id Elouali qui me fait réagir et me fait penser à autre chose, nous l'avons évoqué, d'ailleurs, en commission d'urbanisme. Cette démarche-là devrait se développer, et ça avait été évoqué aussi sur la question du nord de Choisy-le-Roi, à la hauteur du secteur du Lugo, pour faire un lien entre le Lugo et les Gondoles Nord. Mais vous savez qu'il y a aussi un autre passeur de rives qui est à Nogent. Le Conseil d'administration du STIF, à l'époque, avait été interpellé au moment du début de la mandature de Madame Pecresse, et je pense qu'en dehors de toute démarche politicienne, mais pour l'intérêt général, je pense que ça serait intéressant de faire en sorte que le passeur de rives, au même titre que ça avait été demandé à l'époque, ça puisse être redemandé, par vous peut-être Monsieur le Maire, à travers un courrier, surtout que la période s'y prête, de faire en sorte que la réflexion soit faite à l'avenir sur comment intégrer le Pass Navigo dans la possibilité de faire en sorte que ce passeur de rives ne soit pas que temporaire. Parce que pour le moment, il est sur la période estivale, et qu'il puisse perdurer, évidemment en accord avec ceux qui gèrent le fleuve et aussi les berges à certains endroits, je pense à HAROPA, Ports de Paris, et avec Voies navigables de France, et qu'un travail collectif entre la région, ces deux opérateurs et la commune pourrait être une démarche intéressante.

M. le Maire : Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Oui, Monsieur le Maire. Pour répondre à Monsieur Guillaume, bien sûr, la région est partie prenante de l'affaire. Et l'opérateur, c'est IDF Mobilités, anciennement le STIF...

M. Guillaume : IDF Mobilités, vous savez que c'est une marque. Le syndicat s'appelle toujours STIF. La présidente d'IDF Mobilités s'appelle Madame Pecresse, et c'est la présidente de la région. C'est un outil au service de la région.

M. Bolle-Dalliah : Complètement, mais pour être encore plus précis, vous savez très bien que malheureusement, le transport fluvial a eu quelques mésaventures de par l'expérience qui s'appelait Voguéo, paix à son âme, qui n'avait pas marché et donc, du coup, qui a condamné à cette époque-là l'expérience qu'on portait ici, à Choisy-le-Roi.

Pour autant, je vous rejoins sur le fait qu'il faudrait qu'on porte cette ambition, puisque le fluvial est aussi, je dirais, une perspective écologique, d'autant plus que la ville est traversée, qu'on a cette opportunité. Mais bon, voilà.

M. le Maire : Alors, ça tombe bien, cet échange, puisque je voulais vous apporter les informations, parce que nous avons un projet ambitieux, et nous allons aussi nous appuyer sur le passeur de rive qui en fera partie. Vous vous souvenez que lors d'un précédent Conseil municipal, nous vous avons fait voter l'autorisation de préempter 3 ha pas loin du site Renault, vers Villeneuve Triage, mais qui sont bien sûr Choisy-le-Roi, en bord de Seine.

A priori, ça se présente bien, si ce n'est qu'il faudra bien sûr trouver de l'argent, et ça, c'est plus difficile. Sous réserve de quelques vérifications de l'état des terrains et tout, j'espère que nous allons porter à bon port cette préemption, ce qui fait que la Ville va être propriétaire, ce n'est pas rien, de 3 ha de terrain que nous allons développer avec l'aide de la région qui m'a déjà donné son accord, où le passeur de rives trouvera toute sa place, parce que nous allons faire de l'éco-pâturage, une ferme bio, etc. D'ailleurs, ce terrain, si nous continuons à en parler, si les choses se passent bien, nous l'appellerons, nous allons le baptiser « Les pâturages », et nous avons l'ambition de pouvoir amener, à travers le passeur de rives, mais à travers la Seine même des enfants, donc pouvoir faire profiter les scolaires de ce terrain, où ils pourront faire pousser des fruits, voir leur production, la ramener même dans les cantines. Et même pour les adultes, pouvoir passer sur ce site, mais toujours à travers la Seine, le passeur de rives ou un autre moyen associé, venir profiter de ce terrain.

Bien sûr, il faudra l'aménager, mais effectivement, au-delà du passeur de rives, la région, et Madame Pecresse m'a donné son accord, et nous avons déjà un accord de principe pour 500 000 euros d'aides pour aménager ce terrain. Voilà, donc c'est une bonne nouvelle. Maintenant, je croise les doigts pour que nous puissions aller au bout, parce que nous voulons être sûrs qu'il n'y ait pas de décontamination importante à apporter, puisque c'est quand même un coût de 1,2 million. Donc 1,2 million en faveur de l'écologie, du développement durable, des Choisyennes, des Choisyens, des écoliers, du plaisir de profiter de la nature et du plaisir de rendre Choisy-le-Roi respirable, et ville écologique en pointe. Donc c'est une très bonne nouvelle, et nous allons nous battre pour mener cela au bout. Voilà. Et le passeur de rives y trouvera sa place.

Alors, Kristian, Monsieur Bolle, pardon.

M. Bolle-Dalliah : Oui, merci encore. Pour répondre à vos propos, Monsieur Guillaume, en rapport effectivement à ce souhait partagé du développement d'un mode de transport fluvial, et encore une fois, avoir ce fleuve qui traverse notre ville est une vraie chance.

On l'a évoqué avec l'association des passeurs de rives lors de nos échanges, effectivement. Pour être très clair, on serait sur une dimension totalement différente, donc il ne faut pas créer de la confusion dans l'esprit des Choisyens qui nous écoutent. Ce n'est pas l'association des passeurs de rives qui pourrait mettre en place une telle navette, un tel transport en commun. Ils font de l'insertion sociale, de l'éducation et de la prévention à l'environnement, ils seraient effectivement partenaires, ils peuvent nous donner une expertise, mais on n'est pas du tout dans le même type de procédés, de moyens de transport, encore une fois. Donc effectivement, ce sont des choses à étudier en amont, mais plus avec le STIF et IDF Mobilités, puisqu'il est connu comme ça aujourd'hui. Clairement, on n'est pas dans la période sur laquelle ils sont ouverts aujourd'hui à mettre en place pratiquement ce genre de choses, mais ça fait partie de nos échanges, bien sûr.

M. le Maire : Merci de ces précisions, Monsieur Bolle. Y a-t-il d'autres interventions ? Nous pouvons voter ? Nous pouvons voter. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 11 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ Approbation de la convention de consolidation financière de l'EPA ORSA

M. le Maire : Délibération n°12 : urbanisme. Approbation de la convention de consolidation financière de l'EPA ORSA. Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Oui. C'est bon ? Je pensais qu'il y avait une autre... Non, mais ce n'est pas grave. Non, très bien.

Très rapidement, donc il s'agit d'approuver une convention qui lie la Ville et l'EPA ORSA. L'EPA ORSA, c'est une instance, une structure d'aménagement public, un outil de gouvernance partagé entre l'État, la région, les départements et 11 communes qui est en charge d'animer un certain nombre de projets, d'intervenir. En fait, c'est un outil de pilotage sur son territoire. Il se trouve que cette structure rencontre un certain nombre de difficultés financières dues à un certain nombre de facteurs que vous avez pu lire dans la délibération, entre autres la complexité des opérations, entre autres les faibles recettes à ce jour qui sont dues aux opérations déjà engagées. Résultat : la structure, l'EPA ORSA se trouve en difficulté et n'arrive pas, je dirais, en fait, à renflouer ses propres fonds pour continuer à aménager et à porter les projets sur lesquels elle s'est engagée.

Donc face à cette situation, l'État a conduit une réflexion qui devrait, en fait, renflouer les fonds propres de l'EPA ORSA à hauteur de 30 millions d'euros. D'accord ? Et donc, ces 30 millions d'euros, 10 millions d'euros devraient revenir à charge des communes, et dans ces 10 millions d'euros, la contribution de Choisy-le-Roi est de 260 567 euros qui seront étalés de 2020 à 2025. Pour l'année 2021, cela reviendrait à 70 209 euros, et puis après, c'est étalé :

- 63 376 pour 2022,
- 63 491 2023,
- 63 941 euros en 2024.

Voilà. Donc chaque année, je vais revenir vers vous avec la même délibération pour rappeler la nécessité de cet effort que notre Ville doit porter pour consolider financièrement l'EPA ORSA. Voilà pour cette délibération, j'espère que j'ai été clair.

M. le Maire : C'est très clair. J'ajouterais un complément d'information très important. Ce qui se jouait aussi, c'est que si nous n'avions pas procédé au refinancement de l'EPA ORSA, elle disparaissait, elle était englobée par le Grand Paris, auquel de toute façon elle est liée. Mais surtout, ça voulait dire que les maires, on nous enlève beaucoup de nos prérogatives, n'avaient plus la main, ne pouvaient plus se prononcer et ne pouvaient plus choisir les projets. Donc il était vital que l'EPA ORSA subsiste en l'état, pour nous permettre d'amender, de choisir nos projets, de garder une indépendance. C'est pour ça que nous avons accepté à l'unanimité des villes de procéder à ce refinancement. Voilà, 10 millions pour les villes, 10 millions pour l'État, et... Comment ? Et 10 millions pour le département, c'est ça. Ville, État, département. 30 millions.

L'EPA ORSA travaille actuellement sur le projet du nouveau Nord que nous lançons, et qui est amendé, et qui doit aussi se terminer par la construction d'une école. Et vous verrez dans le point suivant que va vous expliquer Monsieur Ali Id Elouali qu'ils font également une étude de la dalle, mais ça, il va vous l'expliquer.

Y a-t-il des interventions sur ce premier point ? Monsieur Didier Guillaume. Allez-y.

M. Guillaume : Oui, c'est sur juste les propos que vous venez d'avoir sur l'importance du maintien de l'équipe territoriale de l'EPA ORSA sur le secteur des 11 villes, et l'importance que ce ne soit pas englobé dans le Grand Paris Aménagement, parce que c'était, en effet, le risque, et ça a permis aux maires, comme vous venez de le préciser, d'avoir un regard et un travail régulier avec la direction de l'EPA ORSA, puisque le risque aurait été sa disparition ou l'enfouissement, ou la fusion dans le Grand Paris Aménagement, alors que l'équipe dédiée a une connaissance, en effet, des projets sur le territoire des 11 villes. Même si cette négociation a été difficile, âpre, je crois que c'est intéressant que l'ensemble des partenaires ait réussi à faire ce tour de table financier.

M. le Maire : Bien, merci Monsieur Guillaume. Y a-t-il d'autres observations ou on peut procéder au vote ? Des votes contre ? Abstentions ? Voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention d'Ingénierie Stratégique de Développement 2021-2023 de GRAND PARIS AMENAGEMENT EPA ORSA

M. le Maire : Donc le prochain point qui fait partie toujours de l'EPA ORSA, c'est l'approbation de la convention d'ingénierie stratégique de développement 2021-2023 de Grand Paris Aménagement EPA ORSA. Grand Paris Aménagement, car il faut dire quand même que l'EPA ORSA, bien sûr, travaille avec Grand Paris Aménagements. D'ailleurs, les personnes que nous consultons dépendent directement de Grand Paris Aménagement. La spécificité de l'EPA ORSA a été conservée, et donc notre pouvoir de maire à choisir et suivre nos projets et d'avoir un regard sur ce que nous souhaitons a été sauvegardé. Voilà.

Là, il s'agit de bureaux d'études stratégiques de l'EPA ORSA. Monsieur Ali Id Elouali va nous présenter ça.

M. Id Elouali : Oui, très rapidement, Monsieur le Maire. Là, je viens de vous parler de la consolidation financière en faveur de l'EPA ORSA. Je rappelle, l'EPA ORSA, établissement public d'aménagement ORSA, comme Orly Seine Amont, voilà, pour les gens qui ne connaissent pas. Et donc là, la présente délibération porte sur la convention d'ingénierie qui lie cette structure, cette instance avec la Ville. Donc en gros, il y a une nouvelle convention 2021, parce que les conventions, souvent, sont triennales avec l'EPA ORSA. La présente, elle est de 2021-2023 avec une enveloppe annuelle fixée à 1,8 million. Et la contribution, ce qu'il faut retenir, c'est que la contribution pour Choisy-le-Roi pour l'année 2021 serait d'environ 53 000 euros. Voilà.

Pour rappel, Monsieur le Maire l'a annoncé, l'EPA ORSA intervient déjà sur le secteur du Lugo, il sera amené à nous accompagner pour un appui à l'innovation dans les projets en renouvellement urbain, des démarches innovantes sur la requalification des berges de Seine, et puis on a aussi des attentes auprès d'ORSA sur la réflexion qu'on doit mener concernant le secteur de la dalle et la requalification de la dalle du centre-ville. Voilà ce qu'il en est pour la présente délibération. À retenir :

- 1,8 million pour la convention triennale d'ingénierie,
- 53 000 euros, contribution de Choisy-le-Roi,
- Intervention, requalification des berges,
- Secteur de la dalle,

- Appui également sur les projets de renouvellement urbain.

Je vous remercie.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Ah... Monsieur...

M. Essone Mengue : Je vais vous aider, Monsieur Essonne Mengue.

M. le Maire : Monsieur Essonne Mengue, merci, Monsieur Essonne Mengue. Vous avez la parole.

M. Essone Mengue : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à tous.

Monsieur le Maire, il vient de nous être présenté ce soir donc le plan stratégique qui, je suppose, a été travaillé en concertation avec les maires qui siègent en son Conseil d'administration. Je suppose que pendant ces travaux, chacune, chaque membre a pu faire part de ses propositions, de ses remarques pour que les villes intégrées dans le secteur d'intervention de l'établissement public d'aménagement puissent bénéficier au mieux de l'action de cet aménageur d'État.

À la lecture du document, je remarque que le secteur défini OIN, opération d'intérêt national, je remarque que le quartier du Lugo n'est mentionné qu'à une seule reprise, à la page 14, sur 81 pages, et ceci uniquement pour évoquer l'implication de l'équipe opérationnelle de la direction territoriale Grand Paris Aménagement. Bien entendu, nous pouvons nous réjouir que dans la stratégie environnementale, l'EPA ait intégré les berges de Seine, et notamment la requalification, et en particulier la petite parcelle de berges naturelles au Troène. Par contre, sur l'opération d'intérêt national à proprement parler, rien.

Je m'en étonne, car à partir de la fiche 15 concernant la concrétisation des projets, je vois Gagarine, l'opération Sénat, le pôle Pont de Rungis, les Ardoines à Ablon, les berges de Yerres, la plaine de Montjean, les vœux à Orly, le triage à Villeneuve-Saint-Georges. Alors, pour bien comprendre, pour bien saisir ce que sera l'évolution urbaine du quartier du Lugo, j'ai 4 petites questions simples.

Premièrement, est-ce un oubli, oui ou non ? Deuxièmement, est-ce un abandon ? Pareil, oui ou non. Troisièmement, si l'idée de réaménagement du secteur est toujours d'actualité, quelles sont vos perspectives d'aménagement sur le quartier du Lugo ? Et enfin, où en êtes-vous de la concrétisation de la convention tripartite entre l'EPA ORSA, ICF la Sablière, la commune de Choisy ? Et en fonction de votre réponse, quel avenir pour la cité et ses habitants ?

Merci d'avance pour vos réponses brèves et précises.

M. le Maire : Alors, Monsieur Essonne Mengue. Il faut bien lire les délibérations. Il ne faut pas tout mélanger. Je vais réexpliquer, vous avez à peu près tout mélangé.

Il est normal qu'on ne parle pas du projet Lugo. Il n'est nullement question ici de voter quoi que ce soit, de parler du projet Lugo qui existe bel et bien, et qui vous sera présenté en temps et en heure lorsqu'il aura été parfaitement défini. C'est bien pour ça qu'on n'en parle pas. Ce n'est pas à l'ordre du jour. Ce n'est pas à l'ordre du jour... Aujourd'hui, nous devons voter la consolidation financière de l'EPA ORSA. Non. J'explique pour que tout le monde comprenne...

M. Guillaume : Vous vous trompez de délibération, celle-là...

M. le Maire : Non, Monsieur...

M. Guillaume : On a déjà voté, Monsieur le Maire, précédemment. Là, on est sur la stratégie d'ingénierie de l'EPA ORSA.

M. le Maire : Bon, alors. Pour la bonne compréhension, vu que Monsieur Essonne Mengue s'est mélangé les crayons, permettez-moi quand même de remonter à ce que nous devons voter aujourd'hui, donc je réaffirme, et j'explique pour que les choses soient très claires, aujourd'hui, nous ne parlons pas de ZAC, du Lugo, de ce que nous allons y faire parce qu'évidemment, il y a un projet très important sur le Lugo, avec lequel nous travaillons avec l'EPA ORSA, et qui n'est pas à l'ordre du jour. Aujourd'hui, et je vais venir au point suivant, aujourd'hui, nous devons voter une contribution financière pour le sauvetage de l'EPA ORSA, et je vous remercie de l'avoir voté, il ne s'agissait que de ça. Quand on point n°13, la convention d'ingénierie stratégique de développement, je vais vous expliquer comment fonctionne l'EPA ORSA.

La convention d'ingénierie stratégique de développement de l'EPA ORSA n'est ni plus ni moins qu'un bureau d'études détaché, indépendant de l'EPA ORSA, appelons ça que c'est peut-être une filière, mais qu'il est indépendant, et que ce bureau d'études, c'est bien pour cela que nous contribuons à cette étude, l'EPA ORSA laisse le choix aux villes de demander des études stratégiques. Ils appellent ça « des fiches », et chaque ville choisit l'étude qu'elle demande à l'ingénierie stratégique de l'EPA ORSA, mais qui, si vous voulez, n'ont rien à voir avec l'EPA ORSA qui va s'occuper du Lugo, c'est un plus. Donc en plus de la réalisation du Lugo, qui viendra un jour au Conseil municipal, qui vous sera présenté en tant que projet complet lorsqu'il aura été terminé, il vous sera présenté.

Donc là, il s'agit, c'est un plus, c'est uniquement une étude sur des choix importants pour la ville, et donc l'étude la plus importante qu'il nous a semblé à faire en ce moment, puisque le Lugo, les constructions qu'il va y avoir ne nécessitent pas d'études de ce type... L'EPA ORSA travaille, l'équipe l'EPA ORSA travaille là-dessus. Nous nous concertons, mais ça n'a rien à voir avec le point n°13, « étude stratégique ». Nous devons choisir une étude spécifique sur la ville qui n'a rien à voir avec le Lugo. Voilà, on n'aurait pas pu mettre le Lugo, ça aurait été ridicule puisqu'on travaille déjà dessus. Donc nous avons choisi qu'ils nous fassent une étude sur l'avenir, la requalification de la dalle commerciale. C'est tout simple. La ville de Thiais a choisi que cette ingénierie stratégique, on va appeler ça un bureau d'étude, c'est un bureau d'études, s'occupe du projet de restauration sur la Senia. C'est complètement distinct, voilà. Ça n'a rien à voir du tout avec l'aménagement du Lugo, rien, même si c'est l'EPA ORSA qui va s'en occuper. Et donc on n'a pas lieu de parler du Lugo. Ce bureau d'études d'ingénierie stratégique ne travaille pas sur l'aménagement de la zone Lugo. Pas du tout. C'est l'EPA ORSA en direct qui y travaille. C'est pour ça qu'on n'en parle pas. Mais on vous en parlera, puisque c'est un projet, un très beau projet.

Et je vous l'ai dit au préalable lorsqu'on a parlé de la consolidation financière de l'EPA ORSA, que ce très beau projet aura aussi une finalité avec la construction d'une école pour soulager Cachin, une école dans les quartiers nord. C'est uniquement pour ça qu'on n'en a pas parlé, ce n'est pas à l'ordre du jour. Ce n'est pas ce qui est demandé de voter, voilà. C'est distinct. Si vous voulez, le bureau d'études d'ingénierie stratégique a sa propre vie par rapport... Soit dans la stratosphère EPA ORSA, ils sont indépendants. Ils ont leur propre vie par rapport à l'EPA ORSA. Ils ont des missions différentes. Voilà, c'est uniquement cela.

M. Essonne Mengue, oui ?

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Il ne s'agit pas d'un mélange de crayons, comme vous venez de le dire.

M. le Maire : Ah bon ?

M. Essone Mengue : Considérez plutôt qu'il s'agit d'une bonne lecture des documents qui sont mis à ma disposition en vue de la préparation du Conseil municipal. Ceci dit, cela ne vous exonère pas de répondre à mes questions. Merci.

M. le Maire : Non, mais je ne voudrais pas... Les documents mis à votre disposition précisent bien qu'il s'agit d'une étude concernant la requalification de la dalle. Moi, je vais répondre à toutes questions que vous voulez, mais qui ont un lien avec l'ordre du jour. Si vous voulez savoir s'il y a un projet sur le Lugo, bien sûr. Nous avons déjà fait au moins 7 réunions Copil avec l'EPA ORSA. Je ne vais pas vous appeler au téléphone tous les jours pour vous dire que nous travaillons. Lorsque ce projet sera mûr, lorsqu'il sera défini, délimité, il sera présenté à l'ensemble du Conseil. Voilà, c'est tout simple. Donc votre question était de savoir : est-ce que c'est abandonné ? Il n'y a rien d'abandonné. Nous travaillons ardemment sur le devenir du Lugo, des terrains qui sont portés, et autres. Bien sûr, il y a un projet important, très intéressant, voilà, qui vous sera présenté sans aucun problème, mais il ne s'agit pas de ça aujourd'hui. Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Oui... Monsieur le Maire, ne soyez pas candide. Vous savez très bien, lorsqu'il y a un sujet à l'ordre du jour d'un Conseil municipal, que l'on parle de l'EPA ou autre chose, vous savez très bien qu'il y a des questions qui vont arriver sur l'EPA ORSA, même si elles ne sont pas liées à la délibération. Je crois qu'à travers les mandats que l'on a pu vivre ensemble, vous savez très bien que ça fonctionne comme ça.

Ceci étant, je crois que Monsieur Essone Mengue a posé une dernière question, ce serait peut-être important d'y répondre, sur la convention tripartite, la Sablière, la commune et l'EPA ORSA sur le devenir de la cité du Lugo.

M. le Maire : Il n'y a eu aucune convention tripartite entre la Sablière et l'EPA ORSA et le Lugo. Maintenant, posez vos questions, si vous voulez qu'on vous fasse encore plaisir, si vous voulez poser des questions sur le fonctionnement et de ce qu'il y a sur l'EPA ORSA, très bien. Il y a écrit « EPA ORSA », posez les questions sur l'EPA ORSA, je vous réponds.

M. Guillaume : Nous venons de vous en poser une. Quel est l'avenir...

M. le Maire : Ça n'a...

M. Guillaume : Non, mais j'ai compris...

M. le Maire : Ça n'a strictement rien à voir...

M. Guillaume : On n'est pas sur la délibération, Monsieur le Maire. On est sur une question d'aménagement liée au secteur du Lugo porté par l'EPA ORSA.

M. le Maire : Vous m'avez dit...

M. Guillaume : La question que pose Monsieur Mengue est très claire : quel est l'avenir de la convention tripartite qui a été signée entre la commune, l'EPA ORSA et ICF Sablière ? Où vous en êtes aujourd'hui ?

M. le Maire : Alors...

M. Guillaume : Est-ce que cette convention est caduque ? Abandonnée ? Quel est l'avenir des habitants de la cité ?

M. le Maire : Je n'ai jamais eu connaissance... Je n'ai jamais eu connaissance, et si une convention a été signée, c'est par vous, et vous ne nous avez jamais...

M. Guillaume : Elle a été votée en Conseil municipal, donc vous en avez automatiquement connaissance, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Non, Monsieur. Ce que nous avons voté en Conseil municipal, et je sais où vous voulez en venir, et je sais le piège dans lequel vous voulez nous emmener, mais bien sûr que non... Vous allez me parler d'ICF la Sablière.

M. Guillaume : C'est la question que je vous pose, il y a une convention tripartite entre...

M. le Maire : Soyez précis. Vous voulez qu'on parle de l'ICF Sablière ?

M. Guillaume : Je vous propose juste une question. Il y a une convention partenariale entre trois structures, et c'est la question qu'a posée Monsieur Essonne. Où en est cette convention ? Est-ce qu'elle est caduque ? Elle est abandonnée, ou pas ? C'est simple, ma question. Enfin, la question de Monsieur Mengue, plutôt.

M. le Maire : Je suis en train de vous répondre, vous me dites : « Vous ne répondez pas à ma question. » Si vous pouviez me laisser finir... La convention qui a été signée, et que vous ne nous avez jamais expliquée, elle a été signée par vous. Par vous. Et nous, tout ce que nous avons voté, et l'accord que nous avons donné, et je sais que vous voulez en venir à la reconstruction de la Sablière, et la reconstruction de la Sablière, nous avons voté pour. Alors maintenant, si vous voulez qu'on vous dise comment on va appeler ça, les petites cachotteries que vous nous avez faites autour de cette reconstruction, vous croyez que c'est l'ordre du jour ? Vous voulez vraiment en parler ? Vous voulez que le Conseil municipal s'envenime ?

M. Guillaume : Il y a juste une question qu'a posée Monsieur Mengue. Où en est-on...

M. le Maire : Je vous dis...

M. Guillaume : De l'accord tripartite ? Point.

M. le Maire : Je vous dis qu'il n'y a pas de convention tripartite signée, sauf par vous, que vous nous avez cachée, pas expliquée. Vous vous êtes mis d'accord... On va parler des choses.

M. Guillaume : Vous rigolez ? Il y a eu une délibération en Conseil municipal.

M. le Maire : Non. Nous avons voté pour la reconstruction de la Sablière.

M. Guillaume : Non...

M. le Maire : Où en est-elle, la reconstruction de la Sablière ?

M. Guillaume : Mais justement, c'est la question qu'on vous pose !

M. le Maire : Eh bien non, pourquoi vous ne l'avez pas faite ? Est-ce que je suis représentant d'ICF la Sablière ? Est-ce que vous voulez que je vous dise les malversations, la mauvaise présentation des choses ?

M. Guillaume : Qu'est-ce que vous racontez...

M. le Maire : Bon.

M. Guillaume : Vous avez employé le terme...

M. le Maire : Attendez, Monsieur.

M. Guillaume : Non, c'est intéressant, comme ce sera au procès-verbal de l'ordre du jour, de ce Conseil. « La malversation », vous venez de dire.

M. le Maire : Alors, on va éclairer les Choisyennes et les Choisyens. Vous, vous voulez me piéger sur la reconstruction...

M. Guillaume : Arrêtez de dire que je veux vous piéger, je vous pose des questions.

M. le Maire : Eh bien, posez des questions précises. Je viens de vous dire...

M. Guillaume : Elle était précise ! Vous nous dites qu'il n'y a pas de convention, vous n'en tenez pas compte, point, terminé. On s'arrête là, il n'y a pas de problème.

M. le Maire : Je n'ai pas, moi, signé de convention, et je ne tiendrai pas pour compte, et heureusement, de ce que vous avez pu décider derrière notre dos, derrière notre dos avec votre ami Monsieur Moro, anciennement élu, et Madame Moro, et la tromperie qui a été faite aux habitants d'ICF la Sablière. Si vous voulez qu'on en discute, on va en discuter.

M. Guillaume : Vous dites des grosses bêtises, parce que ce n'était pas une convention signée avec Monsieur Moro. C'est une convention signée avec le bailleur, avec le directeur de l'EPA ORSA...

M. le Maire : Bon.

M. Guillaume : Attendez, vous dites des choses qui sont intéressantes, et vous parlez de malversations envers de hauts fonctionnaires d'État.

M. le Maire : Non, je n'ai pas dit « malversations ».

M. Guillaume : Si, si, vous l'avez dit.

M. le Maire : J'ai parlé de cachotteries.

M. Guillaume : Ah non, vous l'avez dit.

M. le Maire : Alors, peut-être que ma langue a fourché.

M. Guillaume : Et je serai vigilant à ce que ce soit inscrit dans le procès-verbal, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Écoutez, Monsieur. J'ai dit : « Les cachotteries que vous avez faites », et la façon honteuse dont vous nous avez proposé un sujet important qui est la reconstruction d'ICF la Sablière qui a abandonné les habitants pendant 30, 40 ans avec votre complicité, qui a abandonné les habitants.

M. Guillaume : Justement, si on a fait ça, c'est pour éviter qu'ICF la Sablière les abandonne. Mais vous êtes un menteur, Monsieur Panetta. Dire des choses comme ça en Conseil municipal... Vous ne manquez vraiment pas d'air.

M. le Maire : Ça aussi, ça va être noté.

M. Guillaume : Et en plus, vous osez dire que cette convention n'a pas de valeur. Elle a été votée en Conseil d'administration d'EPA ORSA. Attention, Monsieur Panetta. Vous allez un peu trop loin.

M. le Maire : Non, je ne vais pas trop loin.

M. Guillaume : Il vaut mieux peut-être que... Je vais vous donner un conseil : n'allez pas plus loin dans vos propos...

M. le Maire : Oui, vous allez être très gêné. Vous allez être très gêné !

M. Guillaume : Non, la convention a été présentée au Conseil d'administration de l'EPA ORSA. Il n'y a aucun problème là-dessus. Moi, je suis très clair.

M. le Maire : Vous avez...

M. Guillaume : Et j'ai même fait en sorte que la Ville s'en sorte fort bien.

M. le Maire : Est-ce que vous voulez respecter le déroulement ? Vous n'arrêtez pas de m'interrompre, parce qu'à chaque fois que vous voyez que vous allez très gêné et être mis en responsabilité, vous prenez la parole. Ce dont vous voulez parler, Monsieur, ce dont vous voulez parler, à travers vos élucubrations de Lugo, vos trucs tripartites, ce dont vous voulez parler, et ce dont vous voulez nous faire porter le chapeau, il s'agit de la reconstruction de l'immeuble ICF la Sablière qui aurait dû être faite il y a au moins 20 ans. 20 ans ! Qui était aux commandes de la Ville pendant ces 20 dernières années ? Je vous pose une question, Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Oui, et qui c'est qui s'est battu pour...

M. le Maire : Qui était aux commandes de la Ville ces 20 dernières années ?

M. Guillaume : Ce n'était pas moi, mais par contre...

M. le Maire : C'était vous, avec vos amis !

M. Guillaume : C'est très bien. Vous savez que...

M. le Maire : Bon.

M. Guillaume : Je vous ai dit que vous aviez encore un an pour dire que c'est de ma faute. Tout est de ma faute.

M. le Maire : Non !

M. Guillaume : Vous en êtes à la moitié de votre premier budget, vous êtes à sixième déjà de votre mandat. Ce serait bien de passer à un autre discours. Et faites part de vos projets, la question c'est : qu'est-ce que vous voulez faire demain...

M. le Maire : Monsieur...

M. Guillaume : Vous nous avez dit que vous en parleriez à un prochain Conseil municipal, dont acte.

M. le Maire : Monsieur !

M. Guillaume : On sera attentif, et j'espère bien qu'il y aura de la concertation...

M. le Maire : Monsieur Didier Guillaume !

M. Guillaume : Aussi avec les habitants à travers des ateliers participatifs.

M. le Maire : Bon, écoutez. Vous voulez que je vous fasse expulser, ou vous respectez la procédure ?

M. Guillaume : Ce serait intéressant, parce qu'on a l'impression que nos rôles sont inversés, Monsieur Panetta.

M. le Maire : Non, Monsieur. Je vous pose une question, répondez à des questions factuelles.

M. Guillaume : Attendez, vous inversez les rôles. C'est nous qui vous avons posé une question, vous n'y avez pas encore répondu.

M. le Maire : Je vous ai répondu, et je vais éclairer les Choisyennes et les Choisyens. Vous êtes en train de monter une cabale avec l'aide de Monsieur Moro, et pas que là-dessus, d'ailleurs. Ça n'a échappé à personne que nous sommes en élection, et ci-gît sur les réseaux sociaux des lettres de Monsieur Moro qui m'accuse de tout. Je vous pose une question, depuis combien de temps existe l'immeuble ICF la Sablière ?

Propos hors micro

M. le Maire : Non, mais Monsieur, soit on fait un débat sérieux... Je réponds à vos questions, elles ne vous plaisent pas, très bien. Je vous pose une question.

M. Guillaume : Mais on vous a posé des questions, Monsieur le Maire. C'est vous qui partez sur des choses...

M. le Maire : Très bien.

M. Guillaume : Arrêtez un peu. Prenez de la hauteur, soyez maire de cette ville. On n'est pas au café du commerce.

M. le Maire : Bon, d'accord. Monsieur, je vous pose une question précise. Depuis combien de temps existe l'immeuble ICF la Sablière ?

Propos hors micro

M. le Maire : Vous ne savez pas.

M. Guillaume : Je n'en sais rien, mais est-ce que c'est ça le sujet ?

M. le Maire : Oui, c'est ça, le sujet.

M. Guillaume : L'immeuble doit dater des années 83.

M. le Maire : Oui, c'est ça, le sujet.

M. Guillaume : 83, voilà, mais ce n'est pas le sujet.

M. le Maire : C'est ça, le sujet.

M. Guillaume : Quel est l'avenir du quartier du Lugo demain ? Vous nous dites que vous en parlerez à un prochain Conseil, dont acte.

M. le Maire : L'avenir du Lugo, il vous sera présenté. Nous allons construire un immeuble et des écoles. Et je sais ce que vous voulez me faire dire, et je vais vous le dire, et je vais le dire aux Choisyennes et aux Choisyens, et c'est là que je dis que vous vous moquez du monde et que vous vous êtes moqués des habitants de la Sablière. Je vous pose une question. Voilà, cet immeuble, qui a au moins 50 ans, ça fait 20 ans, même 30 ans, qu'ICF la Sablière n'a rien fait. Ils ont abandonné les habitants. Et vous, avec vos amis qui avaient la majorité dans cette ville, qu'avez-vous fait pour aider ces habitants pendant 20 ans ? Qu'avez-vous fait ?

M. Guillaume : Je vais vous répondre, Monsieur le Maire, si vous me posez la question " Qu'avez-vous fait ? ".

M. le Maire : Qu'avez-vous fait ?

M. Guillaume : Je vais vous répondre tranquillement.

M. le Maire : Non, non...

M. Guillaume : Lorsque...

M. le Maire : Qu'avez-vous fait ?

M. Guillaume : Lorsque la décision a été faite par l'État de faire une opération d'intérêt national, je vous signale que ce secteur-là n'était pas dans le secteur de l'OIN. Et donc nous avons travaillé, nous avons fait accepter...

M. le Maire : Alors...

M. Guillaume : Par le directeur de l'EPA ORSA qu'il prenne en considération ce secteur-là, et qu'il soit considéré dans les démarches d'études. Études notamment faites par SATI ou autres. Et c'est à partir de ce moment-là qu'il y a eu la possibilité de travailler sur un projet de construction, démolition, reconstruction...

M. le Maire : Ouais...

M. Guillaume : Dans les différents secteurs, Frazzi, Cavers, etc.

M. le Maire : Bien sûr.

M. Guillaume : Qu'après, ça ne correspond pas à votre conception d'aménagement de ce secteur-là, pourquoi pas, dont acte. Voilà. Mais la question, c'est quel est l'avenir de cette cité-là...

M. le Maire : Alors...

M. Guillaume : Et comment agir...

M. le Maire : Monsieur...

M. Guillaume : Avec ICF la Sablière, alors que nous, on avait signé une convention pour qu'ils puissent enfin intervenir sur ce secteur-là. Voilà, j'ai répondu à votre question.

M. le Maire : Non, vous n'avez rien répondu, vous avez répondu à côté, comme d'habitude. Vous n'avez rien fait pendant 20 ans. Vous vous êtes préoccupé du problème ces 3 dernières années. Y a-t-il eu une réhabilitation pendant 20 ans ? Y a-t-il eu quelque chose de fait ? Vous aviez la majorité.

M. Guillaume : Vous savez très bien que les responsabilités en termes d'aménagement, sur un secteur qui est dans le domaine privé, qui appartient à un bailleur privé, ce n'est pas un claquement de doigts, Monsieur le Maire. Et vous le découvrirez, parce que dans des perspectives d'aménagement, vous savez que vous êtes dans une démarche d'aménagement pour 20 ans.

M. le Maire : Oui.

M. Guillaume : Puisque vous parlez de ça, vous pouvez parler de la dalle...

M. le Maire : Alors, pourquoi...

M. Guillaume : Ce qu'il faut savoir, c'est que la dalle, il y a eu des maires successifs. Nous devons en être à la 4^e étude...

M. le Maire : On passe à la dalle, maintenant.

M. Guillaume : Donc grâce à vous, on aura une cinquième étude, certainement. La dernière étude de François Leclercq, qui est, d'ailleurs, un grand architecte, puisque c'est lui qui a travaillé sur le centre-ville de Montpellier notamment et de Nanterre...

M. le Maire : Bon...

M. Guillaume : J'espère que vous les avez encore dans les services...

M. le Maire : Monsieur, alors...

M. Guillaume : Et ça vous aidera peut-être à retravailler la prochaine étude avec l'EPA ORSA.

M. le Maire : Monsieur Didier Guillaume. Maintenant, je vais vous faire plaisir, et je vais expliquer aux Choisyens et aux Choisyennes où vous voulez en venir.

Propos hors micro de Monsieur Didier Guillaume

M. le Maire : Mais vous permettez que je puisse m'exprimer, quand même ? Vous permettez ? Vous coupez la parole, vous parlez sans arrêt. Vous permettez que je puisse m'exprimer ? Vous permettez que je puisse expliquer aux Choisyennes et aux Choisyens de quoi il s'agit véritablement ? Oui ? Je peux parler ? Vous pouvez écouter 4 minutes ? Arrêtez ce cynisme, un peu. Non, mais... Bon, écoutez. Monsieur Didier Guillaume, si vous avez... Non, on ne vote pas, c'est trop important.

Je le redis. Avec vos amis, Monsieur Moro, avec vos amis communistes, vous montez une cabale contre moi faisant croire que je ne veux pas que la reconstruction de l'immeuble ICF la Sablière se fasse, ce qui est complètement faux. J'invite... J'invite toutes les Choisyennes et les Choisyens à se renseigner sur ce dossier, à interroger les habitants de la Sablière, pas Monsieur Moro et Madame Moro, les habitants. Pas ceux qui ont mis pendant toute la

campagne municipale une grande pancarte « Nous soutenons Monsieur Didier Guillaume », et eux-mêmes alliés dans votre majorité. Non, pas ceux-là, les autres. Ceux qui se sont confiés à moi. Ce qui m'ont dit : « Mais nous, une réhabilitation nous aurait peut-être mieux convenu ». Ceux qui ont dit pendant 20 ans que la mairie ne les a jamais écoutés. Ceux qui m'ont confié, et on peut les voir ensemble, qui ont dit que vous n'avez rien fait pendant 20 ans.

Donc je le répète, nous avons voté ici pour la reconstruction de la Sablière. Qu'avons-nous découvert ? Qu'avons-nous découvert lorsque nous vous avons, avec grand plaisir, lorsque nous vous avons remplacé suite au choix de nos concitoyens ? Que ce qui passait pour la reconstruction de la Sablière, en fait, vous vous êtes mis d'accord avec ICF la Sablière pour bétonner le terrain où ils sont, pour construire davantage de logements. Et je ne céderai pas au chantage d'ICF la Sablière. C'est un chantage. Ils n'ont rien fait pendant 20 ans, et vous voudriez maintenant que je sois responsable de cette situation ? Voilà ce que doit faire ICF la Sablière : ce qu'a fait Valophis aux Troènes, c'est de construire un immeuble neuf sur le terrain qu'ils ont, de reloger les gens, et ensuite, par étapes, y aller, ce qu'a fait Valophis, ce que nous leur avons expliqué. Or, ils ne veulent pas. ICF la Sablière, avec l'accord que vous leur aviez donné, veulent construire des bâtiments supplémentaires, des logements supplémentaires bétonnés. Voilà à quelles conditions ils veulent s'occuper de leurs locataires, en faire une affaire financière à laquelle vous aviez donné votre accord. Eh bien, je ne leur donne pas cet accord. Ils doivent faire face à leurs responsabilités. C'est indigne, ce qu'ils ont fait, avec la complicité de vos amis pendant 20 ans, aux habitants. Ils n'ont pas bougé le petit doigt pour eux. C'est indigne de laisser les habitants dans des conditions pareilles. Ce sont eux, ICF la Sablière, ce sont eux, les bailleurs. Ce n'est pas moi. C'était leur responsabilité de respecter leurs locataires. C'était leur responsabilité de leur donner un habitat digne, qu'ils n'ont plus aujourd'hui.

Et c'est ignoble de venir nous faire du chantage en disant que si vous n'acceptez pas ça, il n'y aura pas de reconstruction. Et de vouloir s'en servir politiquement parce que nous, nous jugeons que l'intérêt de la ville, c'est plutôt de préserver les espaces qu'il y a à la Sablière dans l'intérêt des habitants, et c'est de faire notre projet du Lugo qui dégagera des sommes pour pouvoir construire une école absolument nécessaire, que vous n'avez pas faite non plus, et qui aurait dû naître il y a au moins 10 ans. Voilà l'héritage qu'on en a.

Alors le projet du Lugo sera différent du votre, et on l'assume, parce qu'il sera à l'avantage des Choisyennes et des Choisyens. Ce ne sera pas du béton, ce sera des espaces verts, et ça nous donnera les moyens d'offrir une école aux Choisyennes et aux Choisyens, alors que Cachin est exsangue. Voilà la réalité. Voilà où vous voulez m'emmener. Alors nous assumons notre choix, et je vous renvoie à vos amis d'ICF la Sablière, qu'ils fassent leurs devoirs. Lorsqu'on doit s'occuper d'un locataire, on ne se préoccupe pas de vouloir encore gagner de l'argent supplémentaire. On doit faire face à ses responsabilités, et qu'ils le fassent. Et qu'ils ne s'amuse pas à dire, comment ils ont commencé à le faire, aux habitants que c'est le maire qui s'oppose à la reconstruction de la Sablière. Ils peuvent commencer dès demain, mais ils ne le feront pas, parce qu'ils se moquent de leurs locataires. Et j'en arrêterai là. Et nous allons voter.

Je vous prierai maintenant de ne pas déformer mes propos et les décisions que nous prenons qui sont différentes des vôtres. Et c'est pour cela que nous avons été élus. Et si elles sont différentes des vôtres, c'est parce qu'elles vont dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens, et qu'ils nous l'ont réclamé. Et rien ne nous fera dévier de ce que nous avons promis aux Choisyennes et aux Choisyens.

Nous allons voter. Alors. L'approbation de la convention d'Ingénierie Stratégique du Développement 2021-2023 de Grand Paris Aménagement EPA ORSA. Qui est pour ? Enfin,

bon... Y a-t-il... Excusez-moi. L'émotion. Qui est contre, pardon ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Attendez, excusez-moi, on va recommencer. Il y a des votes contre ? Non. Il y a des abstentions ? Non. Donc c'est voté à l'unanimité.

On vote. Donc on vote la résolution, je vous donnerai la parole tout à l'heure. Alors, levez la main pour voter. On vote la résolution... Donc on vote que la résolution n°13 : approbation de la convention d'Ingénierie Stratégique de Développement. On vote cette résolution.

Qui est contre ? Personne. Y a-t-il des abstentions ? Non, donc c'est voté à l'unanimité. Nous passons au point 14.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité.

→ **Approbation des modalités de la concertation dans le cadre d'une modification n°6 du PLU**

M. le Maire : Le point 14 : approbation des modalités de la concertation dans le cadre d'une modification n°6 du PLU. La parole est à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Eh bien, chers collègues, on va parler nature. Voilà. Bon alors, moi, je vais vous emmener, toujours restant à Choisy-le-Roi, mais on va vous emmener, puisque le maire parlait tout à l'heure de ce qu'on a promis, je vais vous emmener vers un engagement qu'on a promis et dont j'ai le plaisir d'en exposer les faits aujourd'hui, puisqu'on a promis une lutte contre le bétonnage, une ville résiliente. On a promis des espaces verts pour la ville. Et un des outils, je dis bien un des outils, qui vont nous aider à construire cette ville résiliente, cette ville qui lutte contre les effets des changements climatiques et qui offre une qualité de vie, et un cadre de vie agréable, un des outils, c'est le PLU, soit... Le plan local d'urbanisme, merci. C'est aussi un petit peu l'émotion.

Donc aujourd'hui, il s'agit de la 6e modification de ce PLU. Il s'agit de vous exposer les modalités de concertation, puisqu'on a envie que le changement, la modification du PLU ne soit pas une affaire de techniciens, qu'elle ne soit pas une affaire d'élus, mais qu'elle soit aussi l'affaire de toutes et de tous, et que ce soit une affaire citoyenne. Mais avant de vous parler de ces modalités de concertation, permettez-moi, chers collègues, quand même, de lire et de vous exposer les grands items sur lesquels le nouveau PLU, que j'aimerais appeler « PLU ville résiliente », va porter.

Donc les thématiques seront les suivantes :

- Introduction de la notion de pleine terre, qui est aujourd'hui inexistante dans l'article 13 du règlement du PLU, ce qui permettra d'imposer la conservation ou la création d'espaces plantés qualitatifs, mais aussi de réduire la constructibilité des parcelles. Ça, c'est une notion cardinale, la notion de pleine terre, qui n'existe pas aujourd'hui dans le pays actuel. On doit l'introduire, et du coup, elle va modifier l'ensemble des dispositions.
- 2e thématique : introduction de différents outils réglementaires permettant d'imposer de nouvelles plantations s'inscrivant dans la démarche globale de la place de l'arbre en ville, ce qui fait écho à une délibération que je vais vous présenter un peu plus tard.

- Création et introduction d'espaces paysagers protégés délimités sur le plan de zonage afin de sanctuariser les cœurs d'îlots paysagers existants, ainsi que des terrains urbains cultivés à protéger.
- 4e thématique : la création d'une annexe végétale intégrée au lexique du règlement du PLU ayant pour objectif d'accompagner les pétitionnaires dans leur choix, et de privilégier des essences correspondantes à la biodiversité locale excluant les espèces indigènes et invasives.
- Thématique n°5 : création d'un inventaire des arbres remarquables et alignement d'arbres protégés.
- Thématique 6 : création d'une OAP, orientation d'aménagement et de programmation, Nature en ville portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage des continuités écologiques, etc. Une OAP tout simplement qui traduit en termes d'urbanisme une ambition stratégique et politique, en l'occurrence ici, l'OAP est une OAP Nature en ville.
- Et 7e thématique, qui va colorer ou donner la tonalité au nouveau PLU, portera sur les obligations imposées en matière de performance énergétique, environnementale, précisant les obligations en ce qui concerne la gestion des eaux fluviales, pluviales, pardon, la collecte des déchets, les matériaux ou encore l'acoustique des bâtiments. Autrement dit, là, on se saisit de la Nature en ville pour évidemment y ajouter et conjuguer, bien sûr, d'autres paramètres écologiques, de type la question énergétique par exemple, de type la gestion des déchets, de type la gestion des eaux pluviales.

Vous me suivez, Madame Amandinot ? Parfait. Amandine Francisot... Voilà, pardon. Je vais vous poser une question après.

- La 8e thématique qui concerne la modification du PLU consiste à abaisser la production de logements non diffus, l'harmonisation de hauteur maximale des constructions, et travaille sur le zonage aux abords de la RD 5, qui est un axe quand même qui va connaître, et qui connaît déjà, une pression foncière assez importante. Donc là, il s'agit justement d'avoir un outil opposable aux différents promoteurs pour protéger cette zone. Donc je reprends, donc :
 - Harmonisation de hauteur maximale des constructions,
 - Travail sur le zonage aux abords de la RD 5,
 - Introduction d'une règle permettant de lutter contre les divisions pavillonnaires et les divisions des parcelles qui sont aussi une façon de lutter contre, bien sûr, les marchands de sommeil, l'habitat indigne, etc. Voilà.

Donc voici, chers collègues, les grandes orientations qui ont structuré la modification du nouveau PLU bientôt. Alors, pour revenir à l'objet précisément de cette délibération, elle porte sur la concertation. Comme je le disais tout à l'heure, je tiens à rappeler que la consultation reste facultative. Pour autant, comme je le disais, on n'a pas envie de faire un PLU en chambre, mais plutôt de lui donner une dimension aussi citoyenne pour que la question de la nature en ville fasse débat dans notre société locale en ville. C'est pour cela qu'on a pris le parti d'une concertation qui va intervenir à deux niveaux, une concertation auprès des habitants, bien sûr, pour communiquer autour de la démarche et les faire participer, et puis une co-construction entre le bureau d'études et les services de la Ville.

Alors, sur le volet Nature en ville, deux ateliers sont prévus, deux ateliers de travail qui, sur invitation, alors, qui s'adresseront aux associations partenaires gestionnaires d'espace Nature en ville, et intéressés en termes de performances environnementales. Et puis le 2e volet portera, s'adressera aux services de la Ville d'une manière un peu plus élargie, les élus, les techniciens des différentes directions. L'idée ici, c'est que le changement ne soit pas simplement un changement politique, mais qu'il soit porté aussi en interne par bien sûr les différents élus, les différentes délégations, mais aussi, et c'est important, par bien sûr notre administration.

Voilà. Alors, la période de concertation s'ouvrira avec une information sur le site de la Ville, la création d'une boîte à idées sous forme d'adresse mail dédiée, par exemple « Motif PLU Nature en ville », et puis enfin, il y aura un registre de concertation qui sera mis à disposition pour consigner les remarques, observations, qui sera à disposition à l'hôtel de Ville, mais également au sein de l'établissement public territorial EPA ORSA dont on a parlé pour associer tous les habitants. Vous voyez bien les contours de cette concertation. Bien sûr, vous le devinez bien, tout ça reste sous condition du contexte sanitaire, mais on a quand même prévu de faire les choses en grande partie à distance. Pour autant, on a quand même prévu également de faire une balade urbaine, histoire de partager un constat et de partager aussi ce qu'on appelle les expertises d'usage des habitants, et qu'on puisse aussi enregistrer, consigner, s'enrichir de leur vécu. Voilà ce qu'il en est, mes chers collègues.

M. le Maire : Il y a des observations sur cette délibération ? On peut passer au vote ? Très bien.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de l'adhésion de la commune d'Ablon-sur-Seine (94) au SAF 94 et de la modification des statuts du syndicat

M. le Maire : Délibération n°15 : Approbation de l'adhésion de la commune d'Ablon-sur-Seine au SAF 94, et de la modification des statuts du syndicat. La parole est toujours à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Là, ça va être extrêmement court. Il s'agit de la volonté de la commune d'Ablon-sur-Seine d'adhérer au SAF 94. Comme vous le savez, à chaque fois qu'il y a un renouvellement d'exécutif, il y a lieu, pour que les communes puissent renouveler ou continuer à adhérer, pouvoir demander à adhérer à des structures, en l'occurrence, c'est la ville d'Ablon-sur-Seine qui fait cette demande, et bien sûr, la Ville de Choisy faisant partie du SAF 94, son avis est demandé pour qu'Ablon puisse faire partie du SAF 94.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GENERALE

→ Adhésion de la commune de Loges-en-Josas (78) au SIGEIF

M. le Maire : Alors, là, ce sera la parole à Monsieur Chirrane. Pareil, c'est une adhésion de commune, la commune de Loges-en-Josas au SIGEIF, dont Chirrane connaît toutes les prononciations...

Intervenant (02:22:22) : « Sigèf », ou « Ségièf » ?

M. le Maire : Justement, Monsieur Chirrane connaît toutes les prononciations, donc je lui donne la parole.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Je vais le dire à la façon dont le conseiller Monsieur Guillaume m'a demandé de le faire, c'est-à-dire « Sigèf ». Parfait, comme ça, tout le monde sera content. Donc effectivement, il s'agit d'une simple formalité. À chaque fois qu'une commune souhaite adhérer à un syndicat comme le SIGEIF, les villes d'ores et déjà adhérentes doivent se prononcer sur finalement l'accord, donner leur accord sur l'adhésion du nouveau membre, conformément à l'article L5211-8 du Code général des collectivités territoriales.

Loges-en-Josas est une charmante petite bourgade coincée entre Buc, Toussus-le-Noble, et Jouy-en-Josas, à l'Est du département des Yvelines. Au demeurant, c'est un village qui a été élu parmi le « top ten », le top 10 des villages les plus agréables à vivre en France. Premier village d'Île-de-France en termes de qualité de vie, paraît-il, qui est un village très petit, 248 ha, soit à peu près la moitié de la ville de Choisy-le-Roi, un peu moins, 1500 habitants, une des villes les moins peuplées d'Île-de-France. Charmante petite bourgade bucolique pas plus grande qu'un timbre-poste, dont le maire a longtemps été Monsieur Patrick Confetti, ça ne s'invente pas.

Rires

M. Chirrane : Cette ville a demandé donc à adhérer au SIGEIF, ce que nous allons forcément, je pense que nous allons forcément dire oui, puisqu'il s'agit là d'une simple formalité. C'est ce que je vous demande, éventuellement, d'approuver, tout simplement. Je me tiens à votre disposition si vous souhaitez plus d'informations sur la ville de Loges-en-Josas.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Pas sur le guide touristique, mais sur la délibération, puisque quand même... Non, je n'en vois pas, on va procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Il n'y en a pas. Abstentions ? Très bien. C'est voté à l'unanimité. Merci.

La délibération n° 16 est adoptée à l'unanimité.

→ **Approbation de la déclaration des droits de l'Arbre**

M. le Maire : Alors le point 17 : l'approbation de la déclaration des droits de l'Arbre. La parole est à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, je vous remercie. Voici donc une belle délibération, comme toutes celles qui sont passées, n'est-ce pas, et qui porte sur un engagement tout aussi fort de campagne, nous nous sommes engagés à planter 5000 arbres, certains étaient plus ambitieux que d'autres, mais nous, on en gardait 5000, et porte sur le changement de regard que la société, que les gens, que les attentes sociétales aujourd'hui souhaitent porter sur cet être vivant qui fait partie de nos villes, et pas que, de nos contraintes, qui s'appelle l'arbre. Et donc c'est une déclaration qui s'inscrit dans un mouvement je dirais international pour faire en sorte que le vivant ait des droits. On parle d'écocide, on parle de génocide, mais on parle aussi d'écocide. Il y en a qui se battent pour inscrire, pour « incriminaliser » tous ceux qui portent une atteinte environnementale sur les espaces verts. Et dans le cadre de ce mouvement, et ces nouveaux droits, comme on peut les appeler de droits écologiques, il y a la déclaration des droits de l'Arbre.

Donc pour revenir à Choisy-le-Roi, lors du colloque qui a eu lieu en 2019 à l'Assemblée nationale, l'association Arbres, sigle « A.R.B.R.E.S » pour « Arbres Remarquables : Bilan Recherche Etudes et Sauvegarde », a proclamé à l'Assemblée nationale cette déclaration des droits de l'Arbre. Je crois que les membres de la commission urbanisme ont eu connaissance de la déclaration, et elle reprend 5 articles, dont 5 articles, les valeurs fondamentales pour préserver l'arbre, et comme je le disais tout à l'heure, pour faire en sorte que le regard change et que l'arbre soit perçu pas comme un mobilier urbain, hélas, c'est souvent le cas, mais un être vivant. Un écocitoyen, si je peux dire.

Donc la commune de Choisy-le-Roi, dans ses projets et ses multiples actions, s'implique fortement dans une politique de transition écologique, et pour aller plus loin dans l'engagement qu'on veut prendre, je dis bien « qu'on veut prendre » parce que je suis bien conscient que ça et là, il y a encore du chemin à faire, on voudrait faire voter cette déclaration pour que ce soit, et c'est très important, un départ, et pas, je dirais, ce n'est pas un résultat en soi, mais c'est vraiment un signal qu'on donne, et c'est un engagement qu'on prend pour amorcer une action collective participative autour de l'arbre. Et plus concrètement, l'idée de cette déclaration, c'est qu'elle donne suite à une charte qui sera une sorte de document de référence, d'un cadre de référence à destination de tous les gens du territoire, je dis bien tous les acteurs, c'est-à-dire les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, mais aussi les acteurs privés. Et bien sûr, auprès aussi de nos citoyens pour qu'ils puissent participer tout un chacun, toutes parties prenantes puissent contribuer à cet effort de préserver et de développer le patrimoine arboré sur la ville. Voilà.

Donc c'est l'objet de cette déclaration que je vous incite, et vous invite à voter pour qu'on puisse tout simplement lancer un signal, donner un signal fort. Encore une fois, tous les acteurs, y compris les acteurs et nos forces vives de la Ville. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des remarques, des observations sur cette délibération ? Il y a Madame Hancès, et ensuite Madame Juhel.

Mme Sasu : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Ce sera très succinct. En effet, merci, Monsieur Id Elouali pour cette introduction et cette première pierre posée pour le respect d'arbre. Je pense à ça, j'ai quelques personnes, très peu nombreuses, qui se comptent vraiment sur les doigts d'une main, qui me font des remarques dans mon quartier, je pense aux Gondoles Sud, sur justement le fleurissement des pieds d'arbres et d'autres demandes. Donc je voulais vous remercier de cette première pierre, puisque je pense que ça fait partie aussi de la démocratie participative. Comme j'ai déjà des échos, même si les conseils de quartier n'existent pas encore, ça va venir, mais avec la situation sanitaire, c'est compliqué. Donc je voulais vous remercier, je suis très heureuse qu'il y ait une charte à rédiger, à bâtir avec les citoyens de Choisy-le-Roi. Merci.

M. le Maire : Madame Juhel.

Mme Juhel : Oui, on n'a évidemment rien contre les arbres, c'est juste deux petites remarques. On a l'impression, dans l'exposé, que la déclaration des droits de l'Arbre a été proclamée par les députés à l'Assemblée nationale, comme la déclaration des droits de l'Homme. Il faut quand même remettre les choses à leur proportion. Il y a une association qui a fait un colloque dans les locaux de l'Assemblée nationale, ce n'est pas les députés qui ont voté la déclaration des droits de l'Arbre.

La deuxième chose, autant moi je suis très intéressée par la charte, par les choses concrètes, par le fait que dans le PLU, vous comptiez faire un inventaire des arbres remarquables. En revanche, il y a des déclarations un peu générales où on peut toujours, je ne sais pas ce que ça veut dire que les arbres puissent se développer et se reproduire

librement. Vous n'allez pas laisser les arbres non taillés dans les rues de Choisy, on ne va pas laisser se développer des petits marronniers au pied des marronniers à l'intérieur du parc. Donc moi, j'attends la charte avec plus d'intérêt que des déclarations générales comme ça. Voilà.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, avec votre permission. Alors, sur le premier point, je n'ai jamais dit que les députés ont proclamé ou voté la déclaration présentée par cette succession. J'ai tout simplement dit que l'association l'avait proclamée lors de colloque annuel qui a eu lieu à l'Assemblée nationale. Voilà. Ça, c'est un premier point. Et puis en la matière, Madame Juhel, il me semble qu'un des rôles des écologistes, je n'ai pas de doute que vous en faites partie, est de justement porter ce genre d'initiatives et de les approuver, quand bien même elles ne viendraient pas des députés. Justement, elles viendraient du corps associatif. Et notre rôle aussi, c'est de les affirmer lors des assemblées délibératives comme un conseil municipal. Ça, c'est pour le premier point.

Le deuxième point, ne vous inquiétez pas, on ne va pas faire, ça ne va pas être l'Amazonie, Choisy-le-Roi. Quoique, pourquoi pas ? Il y en a qui peuvent... Mais encore une fois, ce n'est pas une déclaration en l'air. J'ai bien précisé, et c'est marqué dans la délibération, que concrètement, cette déclaration va donner lieu et naissance à une charte, c'est-à-dire un cadre. J'ai parlé d'un cadre de référence qui va être pour le coup et qui s'inscrit et rejoint ce que j'ai dit tout à l'heure sur les modifications du PLU, de façon à ce qu'il soit plus prescriptible, plus engageant auprès des acteurs du territoire. Je pense par exemple aux promoteurs qui viennent nous voir. Pour le coup, ils vont avoir face à eux des gens, des services, des élus qui vont porter cette charte comme quelque chose de non négociable dans leurs opérations sur la ville. Voilà. Mais au lieu d'arriver avec juste, je dirais, une charte, un aspect technique, on souhaitait inscrire quand même dans une autre ambition et rappeler qu'à chaque fois qu'on a pris des engagements auprès des Choisyens, voilà, on les fait. On dit ce qu'on fait, et on fait ce qu'on dit. Merci.

M. le Maire : D'autres interventions ? Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Juste quelques remarques ici simplement pour dire que si nous avons tous conscience de l'importance de préserver la nature. De la préserver, de faire ce que chacun peut à travers un certain nombre d'actions. Il y a quand même des choses qui me gênent. J'ai vu notamment inscrit le terme « maltraitance ». Je peux entendre, je ne vois pas comment, cela pourrait être possible, même s'il y a des exemples, à côté de ce que certains concitoyens peuvent vivre aujourd'hui, notamment en raison de la crise sanitaire. Merci.

M. Id Elouali : Et bien vous voyez, vous me donnez l'occasion de dire qu'il y a des écologistes, et puis il y a les autres. Je viens de vous dire que l'objectif de cette déclaration des droits de l'Arbre, c'est de justement lui octroyer un statut d'être vivant. Il n'y a pas de hiérarchisation entre les espèces. Si un arbre est maltraité, on peut aussi parler de maltraitance. Pourquoi vous donneriez la suprématie à la souffrance humaine, et vous mettez, reléguez au second degré la souffrance végétale, d'un arbre ou même d'un vivant ? Vous voyez, c'est toute la différence. Mais je m'en réjouis, même si, enfin, je m'en réjouis, je me réjouis de dire qu'il y a une raison d'être pour les écologistes et qu'on défend une vision différente. Je me réjouis aussi des convergences qu'on peut avoir, mais je me réjouis quand même de constater qu'il y a des écologistes, et puis il y a les autres. Merci.

M. le Maire : Monsieur Essonne Mengue.

M. Essonne Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur Id Elouali, pas besoin de vous ériger en professeur suite à mes propos. Je le répète, j'ai dit que nous avons tous

conscience effectivement de l'intérêt de préserver l'environnement, de préserver la nature. Mais je m'interroge également sur effectivement la maltraitance que vivent aujourd'hui certains de nos concitoyens. J'aurais préféré, j'aurais voulu aussi qu'à côté de la délibération qui nous est présentée ce soir, il y en ait une pour cela. Merci.

M. Id Elouali : Monsieur, pourquoi opposer ? Pourquoi hiérarchiser ? Pourquoi vous opposez la maltraitance... Il n'y a rien de professoral dans ce que je dis. Vous m'interrogez, je vous donne ma réponse. C'est pour ça que je vous dis qu'il y a deux visions différentes, mais il n'y a rien de méchant à le dire. Pourquoi vous opposez ? Est-ce que vous avez vu qu'on dit quelque part qu'on ne prend pas acte et conscience de la maltraitance humaine ? Je vous dis tout simplement qu'il n'y a pas à opposer, et quand on a des exigences et des ambitions politiques, il ne faut rien céder à quoi que ce soit. On défend l'humain, quand il s'agit d'injustice, il faut le défendre, et on défend bien évidemment le vivant tout court. Et le vivant, il inclut l'humain. Mais je vois encore une fois, il n'y a aucune méchanceté là-dedans, je vois très clairement, il n'y a pas d'opposition, il y a tout simplement deux visions différentes, deux projets de société différents. C'est ainsi.

M. le Maire : Si je peux me permettre, bien sûr, les mots ont un sens, etc. Il s'agit de préserver le vivant qu'il y a sur notre planète. L'arbre en fait partie, mais je ne pense pas que Monsieur Id Elouali, entre un arbre qui risquerait de tuer un être humain... Appelons ça, bon, s'il fallait choisir parce que par exemple il faut écarter l'arbre, il choisira quand même d'écarter l'arbre et de préserver un enfant ou un être humain. Il faut quand même rester raisonnable. Il n'est pas question de ça. Attendez... Mais oui, même lui-même le dirait. On est sur... Ce qu'il veut dire par là, il y a eu le même débat ici présentement sur la protection sur le cirque, la protection des animaux, etc., et tout ça. Si à chaque fois qu'on doit discuter d'une invention, d'une avancée dans ce domaine qui est plébiscitée par nos concitoyens, à chaque fois qu'on compare à l'être humain en faisant croire que pour nous, peut-être que ça a plus d'importance... C'est un autre débat. Moi, j'ose le dire, je suis en accord avec tout ce que je viens d'expliquer Monsieur Id Elouali. Mais s'il faut abattre un arbre pour sauver un enfant, une femme, un homme, j'abats l'arbre. Mais ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Voilà. C'est des mots forts, des expressions fortes pour faire...

M. Id Elouali : Pardon, Monsieur le Maire. Mais s'il faut, je ne vais pas abattre l'homme, mais s'il faut faire cesser un homme parce qu'il s'abat sur un arbre pour bétonner sa ville, excusez-moi, je préfère faire cesser... Voilà, c'est tout.

M. le Maire : Je termine, quand même. C'est ça, le combat. Bon. Quand on dit : « Les attaques contre l'arbre », je prends les automobilistes qui se garent sur les trottoirs, qui défoncent un arbre, qui percent son écorce. Et l'arbre peut en mourir. Ou des fourgonnettes, ça arrive plusieurs fois, je l'ai constaté dans des rues, qui veulent à tout prix se garer. Il y a des arbres, des branches, ils arrachent toutes les branches, ils s'en foutent. Il s'agit de ça. Relativisons. Je peux comprendre les remarques, le débat, mais bon, on se comprend, quand même. Voilà. Je pense qu'il y a une avancée qui se fait aujourd'hui, où la population d'une manière générale sur cette terre, et j'en suis heureux, prend conscience de l'arbre, des végétaux. Il n'y a plus d'arbres et plus de végétaux, on n'est plus là. Si nous, nous ne sommes plus là, l'arbre continue à vivre. Mais si l'arbre n'est plus là, nous, on n'est plus là. Quand même, ça amène une réflexion. Mais bon, maintenant, n'amplifions pas les choses, ne tirons pas de conclusions qui n'ont pas été dites. Voilà. Maintenant, bon. On force le trait à dessein parce que c'est dans l'air du temps, parce qu'on voudrait qu'on prenne conscience... Je vous disais, on avait eu ce débat sur la protection des animaux, sur l'interdiction des animaux dans le cirque, etc., et le même débat a surgi. Voilà, sachons raison garder. Je pense que vous allez voter ce vœu, et que vous êtes d'accord qu'il faut préserver l'arbre, que c'est vital pour nous. Je pense qu'on va tous être d'accord là-dessus. Je crois que quelqu'un avait demandé... Monsieur Fondeneige.

M. Fondeneige : Oui, je vous remercie, Monsieur le Maire. Effectivement, Monsieur Essonne Mengue, les mots ont un sens, mais lorsque par exemple en construction, on dit qu'un matériau souffre, lorsque l'on dit qu'une personne souffre, bien évidemment, ces mots utilisés à des déterminations différentes n'ont absolument pas la même portée et la même valeur, et ne désignent pas la même chose. Qu'un arbre subisse une maltraitance, qu'il n'est pas bien traité, lorsque par exemple on peut voir des personnes qui s'amuse à arracher les branches parce que ça les amusent, chacun ses passe-temps... Cet arbre est maltraité. Lorsque des personnes sont à la rue ou vivent des situations dramatiques, elles sont maltraitées aussi. Ça n'a aucun point de comparaison.

Simplement, à l'heure actuelle, c'est le mot qui est utilisé. Peut-être que plus tard, un mot sera créé, comme le terme d'écocide a été pour justement délimiter les choses et permettre tout simplement de garder certains mots pour certains types de souffrances, et certains mots pour certains types d'atteintes, d'attaques. Mais pour l'instant, c'est le mot « maltraitance » qui est à notre disposition. Et moi, ce que je retiens surtout, c'est qu'aujourd'hui, à travers cette démarche de lancement de modification du PLU dans lequel est intégré l'espace vert, à travers cette charte de l'Arbre, la Ville de Choisy-le-Roi dit : « L'arbre ne sera plus une variable d'ajustement urbanistique, il faudra réfléchir quelque peu avant de raser un arbre pour faire autre chose », de la manière de comment peut-on le garder, le déplacer plutôt que d'en faire du bois de chauffage comme malheureusement cela fut le cas pendant plusieurs décennies.

Moi, je vais vous parler d'un souvenir. La route nationale 186, la création du TVM, service que personne ne remet en cause, eh bien les marronniers de la rue Victor Hugo que j'avais connus petit, que mon père avait connus petit, j'ai vu des personnes âgées en larmes lorsque ces marronniers avaient été coupés. Il fallait certainement le faire, mais peut-être aurions-nous pu proposer autre chose d'un point de vue urbanistique. C'est dans ce type de réflexion qu'aujourd'hui, nous portons, à travers cette délibération qui vous est proposée aujourd'hui, et dans l'unité des écologistes de la ville, permettez nos émotions, parce que nous avons fait campagne là-dessus, et également dans l'unité de cette grande majorité avec laquelle nous avons eu le plaisir de fusionner. Merci.

M. le Maire : D'autres interventions ? Non, je n'en vois pas. Donc si on peut voter... Qui est contre ? Abstentions ? Donc deux abstentions. Bon, on ne va pas épiloguer, mais... Ce n'est pas grave. Il y a deux abstentions.

M. Guillaume : Je peux avoir... Je peux donner une explication de vote ?

M. le Maire : Donnez une explication de vote, Monsieur.

M. Guillaume : J'attends la réalisation et la concrétisation de la charte. Si la charte vient en Conseil, je participerai à cette démarche et je voterai à ce moment-là. Là, je considère que ce n'est que de la com, et qu'il y a un des articles, notamment le dernier article, qui est complètement en contradiction avec tout ce qui est dit précédemment. Donc je ne vais pas voter contre parce que je veux accompagner la démarche, mais en l'état de cette déclaration, elle ne me convient pas de la manière dont elle est écrite. Et comme n'est pas amendable, je m'abstiens simplement. Voilà mon explication de vote. Non, c'est juste une explication de vote, ce n'est pas pour lancer un débat.

M. le Maire : On ne va pas relancer le débat. Le vote est libre. Bon, je pense que notre Conseil a eu un grand succès, puisque tout a été voté à l'unanimité sauf ce point. Ça me réjouit. Le vote étant libre, on respecte l'abstention qui se fait jour. Voilà. Maintenant, le plus difficile, c'est donc... Il faut compter. Il n'y a que des pour sauf deux abstentions. Ça donne quoi ? Très bien. Vous avez suivi, c'est parfait. Je n'avais pas suivi.

La délibération n° 17 est adoptée à l'unanimité (deux absentions).

C'est quand même plus facile quand il y a unanimité. C'est plus facile pour eux, quand même.

Rires

→ **Retrait de la Ville du syndicat mixte ouvert « le Forum métropolitain du Grand Paris »**

M. le Maire : Bon, alors, le point 18 : retrait de la Ville au syndicat mixte ouvert « le Forum métropolitain du Grand Paris ». C'est moi qui dois le présenter. En fait, ce n'est pas très important. Le forum métropolitain du Grand Paris, c'est ce qui existait en fait avant que la métropole du même nom soit construite, que ses statuts, qu'elle soit réellement mise en service et autres. Le forum métropolitain du Grand Paris était, en fait, le lieu où se dessinait la métropole, où étaient dessinés les comptoirs de métropole et autres. La métropole est là, et bien là, et il s'avère que le forum métropolitain du Grand Paris existe toujours. Bon, c'est une cotisation minime, mais franchement, il n'y a plus lieu d'être. C'est un salon où on cause. Voilà, par principe, on se dit qu'on n'a plus rien à faire là-dedans. On n'est pas de toute façon consulté, on n'a pas... Voilà. Donc on se retire, voilà, par logique, quoi. La métropole maintenant étant là, le forum métropolitain du Grand Paris, à notre sens, n'a plus vraiment d'utilité. Par contre... Ah, ils sont revenus. D'accord. Monsieur Hutin est revenu, non ?

Y a-t-il des observations là-dessus, sur cette délibération ? Monsieur Didier Guillaume.

M Guillaume : Oui, je suis entièrement d'accord avec vos propos. La démarche était utile avant la mise en place de la loi NOTRe et MAPTAM, et avant que la métropole du Grand Paris puisse exister. C'était le lieu de débat des maires. D'ailleurs, c'est en ce lieu-là qu'on s'était, qu'on avait affirmé à 90 % être contre la loi MAPTAM et la loi NOTRe. On a bien vu ce que ça a donné, et que les maires ont été fortement écouté par le gouvernement.

M. le Maire : Eh bien, je m'en réjouis. Vous voyez, quand vous voulez, on s'entend bien, finalement.

Rires

M. le Maire : Ce qui est vrai dans la plupart des cas, hein. On se connaît, quand même. Bon. Donc d'autres observations ? Non, on peut voter.

Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.

→ **Approbation des nouveaux statuts du Syndicat des Communes de Choisy-le-Roi, Orly et Thiais pour les établissements du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs**

M. le Maire : Alors, délibération n°19 : approbation des nouveaux statuts du Syndicat des Communes de Choisy-le-Roi, Orly, Thiais pour les établissements du second degré intercommunaux et leur équipement sportif. Ça paraît rébarbatif, mais c'est très simple. La parole est à Monsieur Henrique Marques. Excellent sportif, forme olympique.

Rires

M. Marques : Merci, bonsoir à tous. Le Syndicat des communes de Choisy-le-Roi, Orly et Thiais a été créé le 6 janvier 69 pour les établissements scolaires du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs annexes, regroupant à Thiais le lycée Apollinaire et le collège Paul Klee, qui est la halle des sports, et à Choisy-le-Roi, le lycée Jacques Brel. Depuis la loi de décentralisation en matière d'enseignement secondaire, le syndicat gère exclusivement la halle des sports qui est utilisée principalement par les collégiens de Paul Klee, les lycéens de Guillaume Apollinaire, ainsi que par les différentes associations sportives des communes de Choisy-le-Roi et Thiais.

Au cours de l'année 2019, la ville d'Orly, qui était membre jusque-là, a fait connaître sa décision de se retirer du syndicat, ce qui, après avis des communes de Choisy et de Thiais, a conduit le préfet du Val-de-Marne à acter cette décision en demandant une refonte des statuts. Le comité syndical a arrêté de nouveaux statuts et une nouvelle dénomination par délibération du 4 février 2021. Un nouvel arrêté a été pris par Monsieur le Préfet du Val-de-Marne entérinant ces modifications, ainsi que la nouvelle dénomination du Syndicat intercommunal de gestion de la halle des sports.

Brièvement, les nouveaux statuts sont composés de 4 chapitres. Pour l'essentiel :

- Le chapitre 2 est consacré à l'administration, et il précise que chaque commune est représentée par un délégué titulaire et un suppléant,
- Le chapitre 3 est consacré aux dispositions financières et comptables et il établit la répartition des dépenses à parité des deux communes. Pour notre Ville, ce montant est dorénavant de 122 500 euros, étant précisé que le syndicat ne supporte, à ce jour, aucune dette. Pour 2021, le budget est de 569 205 euros, dont un peu plus de 260 000 euros au titre de l'investissement. Et pour info, au titre de la saison 2020/2021, les associations sportives Choisyennes bénéficient, auraient dû bénéficier de 24 heures de créneaux hebdomadaires d'utilisation uniquement la semaine, donc un week-end et hors vacances scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la modification des statuts du Syndicat des communes de Choisy, Orly et Thiais pour les établissements scolaires du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs annexes, et d'approuver la nouvelle dénomination du syndicat soit : « Syndicat Intercommunal de gestion de la halle des sports ».

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Je n'en vois pas. Alors, juste pour apporter un complément d'information. Il nous semble, par contre, que cette halle des sports est utilisée par ce qu'on appelait le lycée de Thiais, comment il s'appelle, maintenant... Lycée Apollinaire, voilà, un poète que j'apprécie, entre parenthèses, énormément. Donc le lycée Apollinaire, que j'ai même fréquenté. Nous allons quand même demander à la région de se pencher sur cette question, puisqu'à l'époque que Monsieur Marques a décrite où c'est fait donc ce gymnase, les lycées ne dépendaient pas de la région. Tout ça, c'est assez ancien. On a fouillé. Et donc depuis, les lycées relèvent de la région. Donc il nous semble juste que tout ce qu'il y a, que ce soit les cours, les cours sportifs, etc., tout ce qui amène le fonctionnement du lycée et l'éducation due aux lycéens, que la région participe ou prenne même complètement en charge, et qu'il nous reste à nous uniquement les heures utilisées par nos clubs sportifs. Parce que nos clubs sportifs, je parle sous le contrôle de Monsieur MARQUES, effectivement, ont quelques heures dans ce gymnase, notamment le twirling bâton qui est à la hauteur nécessaire pour certains entraînements. Mais pour tout le reste, c'est essentiellement à disposition du lycée, ou peut-être aussi des collèges, là où la commune ne devrait pas payer. Donc nous allons écrire, je vais m'en entretenir avec la

région pour que cela change. Voilà, ça me semble juste. Monsieur Didier GUILLAUME, vous avez demandé la parole.

M. Guillaume : Oui, Monsieur le Maire, si vous vous rappelez, c'est un sujet qu'on avait évoqué. On avait même fait une interruption de séance dans la dernière mandature avec les présidents de groupe sur ce sujet-là, parce qu'on se pose la question justement de la démarche forfaitaire et de la situation avec la ville de Thiais après le retrait d'Orly. Et donc cette question-là avait été posée, d'ailleurs à la direction générale de Thiais, et un courrier avait été adressé, demandant à ce que la ville de Thiais puisse écrire à la région. Et donc en effet, je pense qu'il faut poursuivre cette démarche-là, parce que peut-être, c'est une hypothèse, je fais attention à mes propos, c'est une hypothèse, peut-être que la région rembourse déjà la commune de Thiais, mais que ce n'est pas intégré, peut-être, au budget en tant que tel du syndicat de gestion. C'est une hypothèse, je ne fais pas de procès d'intention, rien du tout, je vais tout doucement. Donc la question, c'est peut-être de vérifier ces aspects-là.

Et puis une autre question qui s'était posée, qu'on avait évoquée ensemble, c'était de dire, au regard de l'évolution et de la construction du nouveau gymnase des Hautes Bornes, est-ce que la situation par rapport aux quatre soirées, je crois, qui sont prises par nos clubs pourrait évoluer ou pas avec cette construction-là ? Et est-ce qu'il sera indispensable de rester dans le syndicat ? Bien évidemment, on va voter, parce que c'est une réflexion qu'il faut que vous portiez avec votre collègue maire de Thiais, Monsieur le Maire, mais dans l'immédiat, on vote. La question peut se poser éventuellement de l'utilité de la présence dans cet équipement, mais je sais que le club notamment du Twirling, je crois, utilise trois ou quatre soirs cette halle. Et donc dans l'immédiat, c'est certainement important qu'on reste dans le syndicat.

M. le Maire : Effectivement. Alors, nous nous sommes posé la question. Effectivement. Monsieur MARQUES peut nous donner quelques précisions. Nous nous étions demandé effectivement, avec l'exploitation du nouveau gymnase des Hautes Bornes, peut-être que nous pourrions nous passer complètement de l'utilisation de ce gymnase, mais c'est un peu plus complexe. Nous l'espérons, mais nous avons quand même besoin malgré tout d'un certain nombre de créneaux horaires. Je vais donner la parole à Monsieur Marques. Il y a une forte demande des clubs et des sportifs. Nous aimerions bien nous en passer, mais je donne la parole à Monsieur Marques qui peut nous éclairer sur les créneaux horaires. Parce que justement, nous avons travaillé, et je lui avais demandé là-dessus d'examiner cette question.

M. Marques : Comme je l'ai précisé, à l'heure actuelle, 24 heures de créneaux hebdomadaires sont programmées à la halle Thiais, essentiellement dans la grande salle, et quelques heures dans la petite salle. J'estime que la commune est sous-équipée en équipements sportifs, d'autant plus que dans notre programme, on a intégré la rénovation complète du gymnase Léo Lagrange. Donc quand ce chantier va être lancé, va être effectif, on aura vraiment besoin d'utiliser à plein les autres équipements disponibles. Et en fait, les bénéfices pour la commune du gymnase des Hautes Bornes vont être importants pour offrir de meilleures, une meilleure qualité de pratique, plus de créneaux pour permettre le développement des associations qui existent déjà sur la commune et qui étaient au maximum de leur capacité. Il y a les sports de salle, on pourrait en citer beaucoup. Voilà, on a des dirigeants qui sont très impliqués et qui méritent un accompagnement, un soutien très fort. Et moi, je pense qu'il faut rester dans le syndicat, et continuer, excusez-moi, à utiliser la halle de Thiais, et qu'il faut avoir une démarche offensive pour obtenir plus de créneaux, une utilisation plus importante, simplement peut-être essayer de voir comment, sur le plan budgétaire, on peut faire éventuellement des économies. Pourquoi ? Parce que tous les ans, le syndicat excédentaire, qui dégage tous les ans des bénéfices qui sont réinjectés sur

l'exercice suivant, il y a peut-être donc quelque chose à faire à ce niveau-là entre le fonctionnement et l'investissement. Mais l'idée, la stratégie, c'est de garder les équipements existants dans lesquels nous sommes impliqués, tout en tirant un bénéfice important de la livraison du nouvel équipement. Et la halle de Thiais en est propriétaire, puisqu'en fait, à l'origine, ce syndicat a été créé pour la construction des équipements. Donc en fait, on est propriétaire avec la ville de Thiais de l'équipement.

M. le Maire : Tout à fait. Monsieur Guillaume ?

M. Guillaume : Juste une précision. Ce que dit Monsieur Marques est important, c'est pour ça que je la posais en termes de questions, les besoins... Et là, il faut garder cette démarche, sachant que ça ne coûte pas un sou à la commune, puisque c'est un pourcentage sur les impôts payés par les Choisyens. Voilà. Je le dis, car ça ne rentre pas dans le budget communal.

M. le Maire : Je suis d'accord, Monsieur Guillaume, mais c'est supporté par les Choisyens quand même.

M. Guillaume : Oui, c'est supporté par les Choisyens, mais c'est important qu'en Conseil municipal, on se dise que ça n'a pas de lien direct avec le budget de la commune.

M. le Maire : Bien sûr, mais bon, on est quand même attentif aux impôts des Choisyens. Donc si on se retire, il y aura ça en moins quand même. Donc ça peut aussi...

M. Guillaume : Ça a été le choix de Madame Janodet, c'est pour ça qu'elle avait fait ce choix-là.

M. le Maire : Ça a été le choix de Madame Janodet, effectivement, de quitter, ce qui fait que nous, on doit payer à parts égales, ce qui n'est pas normal. Mais bon, dans l'urgence, on a besoin de ce gymnase. Effectivement, nous allons faire le nécessaire pour amender tout cela. Voilà.

Je ne sais pas s'il y a d'autres remarques. Non, on peut voter. Alors, qui est contre ? Abstentions ? Très bien. Donc c'est voté à l'unanimité. Très bien, je vous en remercie.

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

→ Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Alors là, il va nous falloir trouver un spécialiste... Effectivement, nous avons un spécialiste qui n'est pas là, et un autre, c'est plus triste, qui nous a quittés. J'ai une pensée pour lui. Effectivement, on voulait plaisanter, mais la réalité des fois nous rattrape. Voilà. Donc Bernard, on a une pensée pour toi.

Donc les décisions L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Y a-t-il là-dessus des remarques, des questions ? Non. Votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à...

Interventions hors micro

M. le Maire : Oui, excusez-moi, c'est vrai, il n'y a pas besoin de voter. C'est juste porté à votre connaissance. Voilà. Merci.

Alors après, nous avons clos, pour dire, le contenu de l'ordre du jour. Il nous reste un vœu. Avant de passer au vœu, je ne vais pas lancer le débat, mais je tiens à dire deux mots.

Depuis que nous sommes élus au Conseil municipal, je n'ai jamais refusé une question. Et j'ai répondu à plusieurs questions qui étaient soit hors sujet, soit qui ne faisaient pas partie de l'ordre du jour. Et je continuerai à le faire. Quelle que soit la question, même si elle n'est pas à l'ordre du jour, j'y répondrai. Il y a quand même, même si c'est le jeu politique de mener certaines batailles, j'aimerais qu'elles soient les plus droites possibles et les plus précises possibles. Donc, ce que je demande, notamment à Monsieur Essonne Mengue, Monsieur Didier Guillaume, vous savez très bien, que je n'ai pas à répondre à ce qui ne figure pas dans l'ordre du jour. Et que malgré ce que vous avez voulu expliquer tout à l'heure, que parce qu'on parlait de l'EPA ORSA, on pouvait poser d'autres questions, non. Lorsqu'on parle de l'équipement d'une maison et qu'on vote le changement de la chaudière, et c'est pour ça qu'une assemblée est convoquée, ce n'est pas une raison de parler de la cuisine. Chaque chose en son temps. Mais entendons-nous bien, je continuerai à répondre à toutes vos questions, même si elles ne sont pas à l'ordre du jour, et même si elles sont à côté de la plaque, parce qu'il y en a eu.

Mais plutôt que de tourner autour du pot, comme il s'agissait d'ICF Habitat, de poser la question. Je tiens à informer, à poser des questions précisément, parce qu'il s'agissait de cela. Je ne suis pas sur les réseaux sociaux, mais je sais ce qu'il s'y passe. Je sais les cabales et les bruits que l'on fait courir à ce propos. Donc vous pourrez continuer à poser vos questions, j'y répondrai, mais ne prenez pas prétexte d'une délibération pour faire croire que ça autorise à parler d'autre chose, alors que j'accepte de parler d'autres choses. Mais soyez direct et précis. C'est tout, et je répondrai. En ce qui concerne ICF Habitat, pourquoi le ton est monté ?

Propos hors micro de Monsieur Didier Guillaume

M. le Maire : Excusez-moi, vous avez raison, Monsieur Guillaume. On parle de la Sablière, excusez-moi. Je m'excuse auprès d'ICF Habitat, c'est la Sablière. On peut être fatigué, à un certain moment. Bon. Pourquoi le ton est monté ? Parce qu'effectivement, c'est un sujet extrêmement important. Extrêmement important, et qui doit dépasser tout clivage politique, comme nous l'avions démontré lorsque nous avons voté pour cette reconstruction.

Il y a des Choisyennes et des Choisyens qui m'entendent, il y a sûrement Monsieur Moro, peut-être, qui est connecté, et peut-être des habitants de la Sablière qui sont connectés. Je vais donner un rendez-vous à Monsieur Moro, malgré certains agissements, pour reparler de ce sujet. Nous allons aller à la rencontre des habitants de la Sablière. Monsieur Moro a demandé à me rencontrer, je vais le rencontrer. Et il est intolérable que les habitants de cette résidence soient ainsi livrés à eux-mêmes, et je le redis, je demande au bailleur la Sablière de prendre ses responsabilités. Vous n'étiez pas là, mais je les ai reçus. Nous avons fait des propositions pour les aider à faire cette reconstruction, si c'est vraiment cela que veulent les habitants, mais j'ai eu des avis discordants. Donc nous allons reprendre ce dossier en main, nous allons faire le maximum pour aider les habitants de la Sablière, mais il n'est pas question qu'un bailleur, quel qu'il soit, dicte notre conduite. C'est à eux de prendre leurs responsabilités et de respecter leur locataire.

Et si vous êtes complètement sincères avec l'histoire de la Sablière, je peux vous proposer, Monsieur Hutin qui quelquefois aime participer, Monsieur Essonne Mengue, Monsieur Didier Guillaume, de vous associer à ces rencontres et d'en discuter. Comme l'a dit Monsieur Didier Guillaume, et c'est vrai qu'il est difficile, pour une municipalité, d'aller s'ingérer, puisqu'après tout, c'est le bailleur que ça regarde, je l'ai dit. Il n'a pas pris ses responsabilités, ils n'ont rien fait. Ils n'ont rien fait ! Alors, ce n'est pas la peine d'essayer de détourner l'attention des

habitants de cette résidence pour leur faire prendre des vessies pour des lanternes, essayer de faire croire que nous, nous serions contre. Je le redis, je suis pour. Pas aux conditions que la Sablière veut imposer à la Ville, voilà. C'est tout. Ils doivent prendre leurs responsabilités, aider leur loyer, leurs locataires, quoi qu'il leur en coûte. C'est tout. Ils ne doivent pas exiger de prendre des parts de marché supplémentaires sur la Ville, parce que c'est de cela qu'il s'agit. Je le dis haut et fort et je leur redirai entre quatre yeux, pour exercer ce qui est leur devoir. Et donc nous allons voir comment on peut les mettre face à leurs responsabilités, et qu'ils fassent ce qu'ils auraient dû faire il y a déjà au moins 20 ans. Que ceux qui veulent nous accompagner dans cette démarche nous le fassent savoir, ils seront les bienvenus.

→ Vœu en soutien à la ville de Noisieu (94) contre le projet de prison

M. le Maire : Je voudrais passer maintenant au vœu. Nous avons émis ce vœu à la demande du maire de Noisieu, auquel, j'en suis sûr, on est tous solidaires, puisque nous avons peu ou prou connu la même situation à Choisy-le-Roi. Donc le maire de Noisieu, à qui l'État se propose d'offrir une prison sur des terres agricoles, Noisieu, c'est un petit village de 4000 habitants. Il faut savoir que cette prison, ça va empiéter sur 30 % du territoire. C'est sympa. Ils ont quand même un projet dessus d'agricole bio, etc., qui est déposé, etc. Et je me souviens que la ministre de l'époque avait dit qu'ils respecteraient le projet en cours, puisque c'est ce qu'ils nous avaient dit à nous-mêmes. Donc il y a eu des remarques de Monsieur Hutin, de vous-même, que nous avons prises en compte. Sauf une, c'est vrai, parce que bon, elle était un peu, par la période, mais nous les avons même toutes reprises. Donc je vais vous lire ce vœu. S'il est voté à l'unanimité, bien sûr, il sera présenté au nom de la municipalité, pas au nom d'un groupe, au nom de la municipalité du Conseil municipal. Alors :

« Considérant que l'État recherche depuis plusieurs mois, dans le cadre du plan 15 000 places, des terrains dans le Val-de-Marne pour implanter un centre pénitentiaire, sachant que notre département est déjà pourvu de plusieurs institutions pénitentiaires dont celle de Fresnes, deuxième plus grande prison de France, considérant que le ministre de la Justice a confirmé au maire de Noisieu son projet de créer une maison d'arrêt de 800 places sur un terrain qui fait l'objet d'un projet d'aménagement incluant de l'activité économique, du logement et un centre bus innovant d'Île-de-France Mobilités porté de longue date par plusieurs partenaires territoriaux, considérant que le premier site envisagé sur notre commune n'a pas été retenu suite à la mobilisation unanime des élus et des habitants, l'État n'ayant pris acte de notre détermination et de notre opposition à ce projet, considérant que le Conseil municipal de Noisieu s'est exprimé à deux reprises contre ce projet, considérant que ce projet va à l'encontre des politiques publiques régionales d'aménagement du territoire dont l'objectif est le rééquilibrage est/ouest en matière d'emploi et de désenclavement, considérant que l'État impose à la ville de Noisieu, village de 4700 habitants, d'accueillir 30 % des capacités nouvelles d'accueil de prisonniers en Île-de-France, alors que l'État refuse à certaines villes le souhaitant, parce qu'il y en a, l'implantation d'une prison sur leur commune, considérant qu'une nouvelle fois, l'État fait peu de cas du principe de l'autonomie et de la libre administration des collectivités territoriales en voulant imposer ses projets sans concertation préalable avec les élus locaux, le Conseil municipal de Choisy-le-Roi assure de son entier soutien et de toute sa solidarité la municipalité de Noisieu et l'ensemble de ses habitants dans leur mobilisation pour refuser cette implantation, demande au gouvernement de tenir ses engagements annoncés en 2018 pour la rénovation de la prison de Fresnes à hauteur de 270 millions d'euros, demande l'État de s'adresser à des villes susceptibles d'être favorables à la création de centres pénitentiaires dont l'opportunité ne fait aucun doute sur leur territoire. »

Voilà. Y a-t-il des remarques, des observations sur ce vœu ? Non. Ah, Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Oui, bien évidemment, il me semble que nous voterons ce vœu parce que la question même du vœu n'est pas d'être contre la démarche d'insertion ou d'accompagnement des sortants de prison, mais l'essentiel, c'est de respecter évidemment les communes, leur exécutif, leur population et des projets d'aménagement qu'ont ces communes.

Vous le savez tous, nous avons ici, avec notamment aussi les habitants et l'exécutif, à l'époque de Limeil Brevannes, nous avons mené une bataille unanime contre l'implantation de cet équipement dans nos deux communes. De plus, vous le savez aussi, le Conseil départemental s'est opposé à la construction d'un établissement sur le territoire val-de-Marnais, et notamment par un vœu en séance le 8 février adopté à l'unanimité en soutien de la commune de Noisieu. Et donc, non seulement, évidemment, on votera ce vœu, mais pour ma part, je serai présent à Noisieu avec mes collègues élus, et quelques soient leurs familles politiques, à la fin du mois pour réaffirmer notre refus d'un établissement dans le Val-de-Marne, étant donné que l'État n'a encore pas, malgré l'exigence qu'il y a eu et les signes positifs qu'avait faits l'État en 2018, n'ont pas engagés un seul euro sur les 270 millions de la prison de Fresnes.

M. le Maire : Très bien. J'espère qu'il y aura le plus de monde possible en fin de mois. J'y serai, je pense, également, selon les urgences. Mais bien sûr, vous l'avez dit, c'est une solidarité, un soutien entre maires, dont effectivement les prérogatives sont de plus en plus bafouées. Y a-t-il d'autres observations ? Non. On peut procéder au vote.

Y a-t-il a des votes contre ? Abstentions ? Bien. C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Donc ce vœu sera présenté au nom du Conseil municipal, et voté à l'unanimité. Il le fera parvenir au maire de Noisieu qui nous avait contactés, bien sûr, à travers l'association des maires du Val-de-Marne, pour présenter ce vœu en Conseil.

Le vœu n°1 est adopté à l'unanimité.

M. le Maire : Merci à vous. Je vous remercie. Il y a eu un peu de sport, mais ça ne fait pas de mal, je pense que, quand même, le Conseil a eu une bonne tenue. Mais c'est inhérent, certaines fois, il y a aussi des combats. Très bonne soirée, à bientôt.

Fin de la séance à 22 h 44.